

La voix de l'opposition de gauche

Le 17 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Le cyclone ne nous a pas atteint, mais il a causé de gros dégâts plus loin. On a juste eu un gros coup de vent sous les coups de 2h du matin et une pluie diluvienne pendant 24h. Gros nettoyage du jardin. En moins de 5 ans, une toute petite graine a donné des arbres de 7 à 8 mètres de haut (Les flamboyants notamment) ! Ce n'est plus un jardin mais une forêt!

On est resté sans électricité 36 heures, donc je n'ai pas pu travailler. Je ne me suis pas connecté à Internet hier. Le soleil est revenu, temps radieux !

Les deux premières parties de la causerie sont presque exclusivement consacrées à la Première Guerre mondiale, la troisième à l'actualité.

Question à 10 centimes d'euro : Comment expliquez-vous l'hostilité des militants à ce portail ou à son courant politique? Que révèle-t-elle ou quelle en est la signification politique ? Je vous laisse y réfléchir tranquillement.

- [Au format pdf \(pages\)](#)

Première partie.

En guise d'avant-propos.

Cette causerie est volumineuse et très intense par les questions déterminantes qu'elle aborde et auxquelles elle propose des réponses. Le mouvement ouvrier influencé par l'opportunisme, a pris la fâcheuse habitude d'aborder la lutte de classe sous un angle idéologique qui ne permet ni de répondre aux questions que les travailleurs se posent ni de les aider à définir les tâches ou les objectifs qu'ils doivent accomplir ou se fixer, ce qui les a conduit à s'en détourner.

Ma démarche consiste essentiellement à rassembler un certain nombre d'éléments disséminés pour ensuite montrer l'orientation qui s'en dégage, s'agissant de la Première Guerre impérialiste mondiale du XXe siècle qui est l'objet de cette causerie, il ressort qu'elle a été conçue par l'oligarchie anglo-saxonne comme un moyen pour avancer vers l'établissement d'une gouvernance mondiale ou l'instauration d'un nouvel ordre mondial totalitaire. Ce constat, plus qu'une interprétation, repose sur une multitude de faits et de témoignages de plus en plus nombreux au fur et à mesure que des archives qui jusque là étaient inaccessibles, tombaient dans le domaine public et faisaient l'objet de publications ou d'articles par un certain nombre d'intellectuels ou d'historiens dans le monde.

Je tiens à préciser qu'il n'y a aucune contradiction entre le discours que je tiens ici et celui que j'ai pu tenir ailleurs dans un autre contexte, quand j'affirme que sans la volonté de l'oligarchie anglo-saxonne que cette guerre ait lieu, il n'y aurait pas eu de guerre mondiale en 1914, autrement dit de facteur subjectif, elle était devenue le facteur objectif rendant cette guerre possible... Que l'existence du capitalisme soit à l'origine des maux qui accablent tous les peuples est un fait établi qu'il n'est nullement question de remettre en cause ou de minimiser, de quelle manière ils surgissent ou se matérialisent en est une autre toute aussi déterminante, qui si on l'ignore, ne permettra pas de le combattre.

La question qui était posée à tous le 11 novembre pour lutter efficacement contre toutes les guerres impérialistes, c'était de démasquer ou de dénoncer ceux qui les fomentaient et qui dictent la politique ultra réactionnaire que Macron applique. Ainsi, on faisait d'une pierre deux coups en dévoilant leurs intentions inavouables et sordides, tout en brisant du même coup leur propagande destinée à justifier cette politique et à y faire adhérer les masses.

Pour expliquer le déclenchement de la Première Guerre mondiale du XXe siècle, il existe deux interprétations ou versions qui présentent la particularité d'en rejeter la responsabilité sur la fatalité ; fatalité qui conduirait la crise du capitalisme à se transformer inévitablement en un affrontement armé entre puissances impérialistes, fatalité qui porterait au pouvoir un fanatique qui n'hésiterait pas à recourir à la guerre pour étendre son territoire.

On remarquera que ces deux versions sont réductrices, parce que toutes les crises du capitalisme ne se sont pas transformées en krach ou en guerre, qui plus est mondiale. Ensuite, bien des fanatiques ou dictateurs sont parvenus au pouvoir à travers le monde tout au long du XXe siècle sans qu'ils aient agressé les pays voisins.

Cependant elles présentent un avantage indéniable pour leurs auteurs, celui d'évacuer le facteur qui les contredit, la phase qui a précédé cette guerre et qui s'est étendue sur de nombreuses années, de quelle manière elle a été minutieusement préparée dans le plus grand secret des chancelleries, de sorte qu'on peut affirmer preuves ou témoignages à l'appui qu'elle a été savamment planifiée, elle a été décidée au plus haut niveau par un quarteron de banquiers et de dirigeants politiques, de militaires, etc. qui avaient décidé que cette guerre devait avoir lieu pour servir leurs intérêts ou leur stratégie politique à long terme, autrement dit, il n'y eut absolument aucune fatalité dans cette histoire.

Notre combat politique consiste notamment à aider les masses à abandonner les illusions qu'elles ont dans le capitalisme, qui sont le produit de la propagande ou de la version frauduleuse de l'histoire qu'elles ont intégrée dans leur interprétation du déroulement de l'histoire ou de la situation depuis leur plus tendre enfance, et qui va influencer directement tout au long de leur vie sur les rapports qu'elles vont entretenir avec la classe dominante.

La crise du capitalisme ou l'assassinat de l'archiduc d'Autriche-Hongrie François-Ferdinand n'ont pas seulement servi de prétextes pour camoufler les véritables auteurs de cette guerre et la justifier, ils ont surtout servi à neutraliser ceux qui voulaient la combattre. Car enfin, on est impuissant, effrayé, tétanisé face à la fatalité quand elle prend une tournure aussi violente et dramatique. Comment voulez-vous lutter contre la fatalité ? C'est impossible, c'est comme lors du passage d'un cyclone, vous vous terrez chez vous en attendant que cela passe, vous ne pouvez pas lutter, vous êtes désarmés. Et puis, on ne condamne pas la fatalité, on fait avec, on s'en accommode tant bien que mal en attendant des jours meilleurs, on ne peut pas faire davantage que la subir.

En revanche, si on savait que ce qui devait arriver n'était pas réellement le produit de la fatalité, parce que cela avait été méticuleusement planifié par quelqu'un qui avait décidé de nuire délibérément à nos intérêts, de briser notre vie, de nous réserver un sort atroce juste pour en tirer profit ou accroître son pouvoir, ce n'était plus du tout la même chose, on pouvait trouver la force de résister. Même s'il était désormais trop tard pour éviter de subir cette expérience destructrice et injuste, on pouvait au moins en tirer des leçons pour la suite, car notre vie ne s'arrêtait pas là. On pouvait prendre conscience qu'on était en présence d'un complot ourdi par ceux qui détenaient le pouvoir prêts aux besoins à nous anéantir, de monstres de cruauté qui parlaient de paix pendant qu'ils préparaient la guerre dans notre dos, dès lors nous pouvions décider de ne plus jamais les croire, de rompre avec tout ce qu'ils représentaient sur le plan politique, leurs institutions, avec leur système économique, et de lutter pour leur ôter le pouvoir de nuire à nos intérêts, les terrasser, les vaincre.

Voilà ce que peut ou ce qu'aurait pu se dire les travailleurs qui auraient su la vérité, car cette vérité est terrible pour la classe qui a fomenté cette guerre, et toutes les autres auxquelles ils ont participé ou qu'ils ont instrumentalisées à un moment ou un autre pour en tirer profit, pas seulement pour accroître leur richesse, mais pour nous imposer une gouvernance mondiale, un pouvoir totalitaire à l'échelle de la planète, puisque tel est leur objectif depuis le début du XXe siècle.

L'oligarchie anglo-saxonne et celle qui s'est ralliée à sa stratégie mondiale, détient de nos jours le pouvoir de déclencher ou non une guerre mondiale, un krach boursier, d'en planifier à l'avance l'intensité et les conséquences sociales, de faire chuter pratiquement n'importe quel gouvernement ou chef d'Etat, de rayer de la carte un pays tout entier, de renvoyer cinquante ans en arrière tout un peuple, d'organiser des campagnes mondiales destinées à briser les cultures de tous les peuples, de fomenter des guerres civiles ou des attentats n'importe où dans le monde avec la complicité des médias qu'elle contrôle, d'acheter les voix des parlements pour qu'ils adoptent sa politique, d'imposer n'importe quel nouveau besoin à la population, d'influencer le mode de vie ou de pensée de peuples entiers, etc. mais surtout elle détient le pouvoir de fabriquer de la fausse monnaie en quantité illimitée, ce dont elle ne se prive pas d'ailleurs, de trafiquer tous les cours en toute impunité, de détourner du fisc des sommes toujours plus colossales dans des paradis fiscaux, de ne pas payer d'impôt en toute légalité, etc.

Je crois que lorsqu'on n'a pas pris la mesure du gigantesque pouvoir qu'elle a acquis, on ne peut pas comprendre grand chose au monde dans lequel on vit, et on peut encore moins comprendre comment on en est arrivé là, dans ces conditions, on sera en très mauvaise posture pour la combattre efficacement, et on n'aura aucune légitimité pour donner des leçons à ceux qui ne partagent pas vos analyses qui finalement ne dépassent pas le stade de l'agitation idéologique stérile, voilà ce que j'ai à dire aux furieux dogmatiques qui vivent encore aux XIXe siècle.

Un jour, un vieux militant m'a dit en guise de reproche, qu'il en avait marre d'entendre parler à tout bout de champ de la crise du capitalisme, cela s'adressait aussi à moi. Au lieu de mal le prendre ou de me dire que j'avais affaire à un crétin qui ne partageait pas mes idées, j'ai essayé de comprendre ce qu'il voulait dire par là, car cette crise existe bel et bien, et j'en suis arrivé à la conclusion qu'il avait raison, de nos jours réduire notre discours à ce facteur est dérisoire.

Il y a un siècle ou un siècle et demi en arrière, quand une crise éclatait, les actionnaires cessaient d'avoir confiance dans la Bourse ou plutôt dans l'économie, et ils retiraient leur argent, tout le système s'effondrait sans que personne ne puisse l'éviter. Depuis, on n'a plus jamais assisté à une telle crise, même en octobre 1929 ce sont les banquiers qui ont donné le coup de sifflet de départ du krach de Wall Street, ils se mirent à vendre en masse, la panique s'en suivit comme s'était prévisible, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? les valeurs des actions à la Bourse de New York s'effondrèrent, et quand elles atteignirent le ras des pâquerettes, ils sifflèrent la fin de la récréation et raflèrent la mise en rachetant des centaines de milliers d'actions qui ne valaient plus que dal, ils venaient de réaliser le hold-up du siècle en un éclair. Cela ne leur suffisait pas. Devenus ainsi plus riches et plus puissants que jamais, ils allaient préparer la Seconde Guerre mondiale, ils venaient de mettre la main sur des pans entiers de l'économie qui leur échappaient encore, de quoi alimenter et financer leur guerre qui leur rapporterait encore plus, ils allaient enfin devenir tout puissants, intouchables, et pourraient dicter leur loi à tous les gouvernements occidentaux dont ils allaient devenir les créanciers pour financer leurs efforts de guerre, en échange ils leur accorderont l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, d'adosser l'économie mondiale au dollar lors des accords de Bretton Woods, etc. etc.

Nos détracteurs sont des idéologues qui interprètent l'histoire ou la lutte des classes en fonction de leurs théories, de leurs dogmes, de leurs croyances qui datent du XIXe siècle, moi je vis au XXIe siècle et je préfère m'en tenir strictement aux faits et à leurs enchaînements tels qu'ils se produisent.

La Première Guerre mondiale du XXe siècle avait été planifiée de longue date par l'oligarchie anglo-saxonne.

A lire absolument.

- [HISTOIRE. HISTOIRE CACHÉE : LES ORIGINES DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.](#)
- [HISTOIRE. LA FALSIFICATION DE L'HISTOIRE : UN MOYEN DE MAINTENIR LE POUVOIR IMPÉRIAL.](#)

Dans cette causerie on a consacré un troisième article au *Forum de la paix* dont la devise pourrait être : La guerre, c'est la paix, puisqu'ils sont perpétuellement en guerre contre les peuples depuis l'établissement de la paix en 1945. Dans ce triptyque on s'est efforcé de montrer l'implication directe, déterminante de l'oligarchie dans la planification et le financement de la guerre, la collusion permanente qui existe entre l'oligarchie et le parti de l'autre ainsi que les partis corrompus du mouvement ouvrier, ceux d'hier et d'aujourd'hui. Mais surtout, on s'est employé à démonter leur version falsifiée de la Première Guerre mondiale.

L'assassinat le 28 juin 1914 de l'archiduc d'Autriche-Hongrie François-Ferdinand, fut un prétexte, une aubaine pour déclencher cette guerre aux 20 ou 25 millions de morts. L'histoire officielle veut que les autorités françaises et britanniques essayèrent en vain d'éviter cette guerre, mais la réalité fut toute autre. On sait qu'ils y poussèrent, qu'ils s'y préparèrent depuis au moins 1911, voire le tournant du XXe siècle.

Pour aborder ce sujet et éviter bien des confusions, il est bon de rappeler que les différents membres des gouvernements ne partageaient pas forcément les mêmes positions selon qu'ils étaient plus ou moins sous l'influence de l'oligarchie. Et vous observerez que dans tous les cas de figure ou presque, ce furent les positions défendues par l'oligarchie ou ses intérêts qui l'emportèrent sur ceux des Etats ou des peuples, ce qui était somme toute normal puisque c'était elle qui finançait la guerre, les banquiers seront les seuls véritables bénéficiaires de cette guerre en tant que créanciers des tous les belligérants, et eux seuls renforceront leur pouvoir sur la scène internationale face aux Etats. Enfin vous constaterez que la volonté de l'oligarchie d'instaurer une gouvernance mondiale qu'elle dirigerait, ne l'a jamais quitté depuis un siècle ou plutôt, ce fut cet unique objectif qui guida sa politique. Et dire qu'on le négligea pendant plus d'un demi-siècle, une faillit qui devait en cacher une autre !

1914 – 1918 : le pétrole déjà - Investig'Action 07 septembre 2007

- L'un des secrets les mieux gardés de la guerre de 1914-18 fut qu'au début d'août 1914, quand la Grande-Bretagne déclara la guerre au Reich allemand, le trésor et les finances de l'Empire britannique étaient de fait en faillite. L'examen des véritables relations financières entre les principaux intérêts en guerre révèle un extraordinaire arrière-plan de crédits secrets associés à des plans détaillés pour réallouer, après la guerre, les matières premières et la richesse matérielle du monde entier et particulièrement les zones de l'Empire ottoman qui étaient réputées receler des réserves pétrolières. (...)

De nouvelles questions se posent depuis que sont devenus accessibles au public les documents internes à la direction du Trésor britannique rédigés par les officiels de l'époque où Lloyd George était le chancelier de l'Échiquier. En janvier 1914, six mois pleins avant le casus belli officiel de Sarajevo, sir George Paish, un officiel de haut rang du Trésor britannique, fut invité par le chancelier à réaliser une étude exhaustive de l'état si crucial des réserves d'or britanniques.

En 1914, l'équivalent-or de la livre sterling était le pilier du système monétaire mondial. En fait, la livre sterling était si bien acceptée dans le monde du commerce et de la finance depuis soixante-quinze ans qu'elle était considérée " as good as gold ". En 1914, la livre sterling jouait un rôle comparable à celui du dollar américain avant le 15 août 1971.

Le rapport confidentiel de sir George révèle la pensée de l'époque au plus haut niveau de la City de Londres :

Une autre influence qui attise l'effervescence pour une réforme bancaire a été la puissance bancaire et commerciale grandissante de l'Allemagne et aussi le malaise croissant face au risque que les réserves d'or de Londres puissent faire l'objet d'une ruée juste avant ou au début d'un grand conflit entre les deux pays.

Ce rapport confidentiel fut rédigé plus de six mois avant que l'héritier du trône autrichien ne fût assassiné à Sarajevo.

Paish discute ensuite de sa préoccupation concernant les grandes banques commerciales allemandes que leur sophistication croissante avait conduites à renforcer leurs réserves d'or depuis la crise des Balkans de 1911-12. Sir George prévenait son chancelier que dans les conditions du moment, n'importe quelle ruée sur les banques de Londres, " entraverait sérieusement une nation désireuse de rassembler les capitaux nécessaires à la conduite d'une grande guerre ".

Le 22 mai 1914, Basil Blackett, un officiel de haut rang du Trésor britannique, produisit un autre rapport confidentiel adressé à Lloyd George. Ce rapport traitait de " l'effet d'une guerre sur nos réserves d'or ". Blackett écrivait :

Il est naturellement impossible de prévoir clairement l'effet d'une guerre européenne généralisée dans laquelle l'essentiel des pays du continent de même que la Grande-Bretagne seraient engagés, laissant seulement New York (en supposant la neutralité des États-Unis) parmi les grands marchés financiers disponibles du monde à partir duquel l'or pourrait être attiré vers les champs de bataille.

Aussi étonnante, au vu de la décision anglaise d'entrer en guerre ce 4 août fatidique, était la lettre de sir George Paish adressée à Lloyd George et datée du samedi 1er août 1914 à deux heures du matin :

Monsieur le Chancelier, cher Monsieur,

Le système de crédit sur lequel les affaires de ce pays reposent est complètement anéanti et il est de la plus haute importance que des mesures soient prises pour réparer ces dommages sans délai ; autrement, nous ne pouvons espérer financer une grande guerre, si à son tout début, nos plus grandes maisons sont forcées à la banqueroute.(2)

Le paiement en espèces (lingots d'or et d'argent) fut promptement suspendu par la Banque d'Angleterre, en s'appuyant sur le Bank Act de 1844. Cette décision plaça de grandes quantités d'or dans les mains de la Banque d'Angleterre, afin que le gouvernement britannique puisse financer le ravitaillement et le matériel approvisionnés pour mener la guerre déclarée peu avant à l'Allemagne. Au lieu d'or, les citoyens britanniques récupérèrent des billets de la Banque d'Angleterre en tant que moyen de paiement légal pour la durée de la période d'urgence. Dès le 4 août, l'establishment financier britannique était prêt pour la guerre.

Mais comme nous allons le voir, l'arme secrète qui devait apparaître plus tard était la relation spéciale qu'entretenait le Trésor de Sa Majesté avec le syndicat bancaire new-yorkais de Morgan.

On évoque pourtant rarement le fait que bien avant 1914, les objectifs stratégiques géopolitiques de la Grande-Bretagne n'impliquaient pas seulement l'écrasement de son grand rival industriel allemand, mais aussi, par le moyen de la conquête, la garantie d'un contrôle britannique incontesté sur ces précieuses ressources pétrolières qui depuis 1919 s'étaient imposées comme la matière

première stratégique indispensable au développement économique. Ces ambitions faisaient partie du “ Grand Jeu ” qui devait mener à la création d'un Empire britannique transfiguré, dont l'hégémonie resterait indiscutée pour le reste du siècle, pilier d'un nouvel ordre mondial mené par la Grande-Bretagne.

L'étude des principaux théâtres de la guerre de 1914-18 révèle à quel point la sécurisation des approvisionnements pétroliers était déjà au centre des préoccupations militaires. Au cours de la guerre, la mobilité des actions militaires avait été prodigieusement accrue grâce au pétrole. Sous le commandement du maréchal von Mackensen, la campagne allemande de Roumanie avait eu pour objectif prioritaire l'unification, sous l'égide d'un combinat pétrolier unique, – la Steaua Romana (l'Étoile roumaine) –, de toutes les ressources de production pétrolière et des oléoducs auparavant répartis entre Anglais, Hollandais, Français et Roumains. Pendant la guerre, la Roumanie fut la seule source d'approvisionnement garantie pour toutes les forces aériennes, les tanks et les sous-marins allemands.

La campagne britannique des Dardanelles qui se solda par la désastreuse défaite de Gallipoli, avait été entreprise pour sécuriser l'approvisionnement pétrolier en provenance des champs pétrolifères russes de Bakou pour soutenir l'effort de guerre anglo-français.

Le sultan ottoman avait en effet décrété l'embargo sur les navires transportant du pétrole russe via les Dardanelles.

En 1918, les riches champs pétrolifères russes de Bakou situés au bord de la mer Caspienne étaient l'objet d'efforts politiques et militaires intenses de la part de l'Allemagne mais aussi de la Grande-Bretagne qui les occupa préventivement pendant quelques semaines critiques, interdisant ainsi au général allemand Staff l'accès à des ressources pétrolières vitales. Le blocage de Bakou fut le dernier coup décisif contre l'Allemagne qui demanda la paix quelques semaines plus tard, seulement quelques mois après qu'il eut semblé que l'Allemagne avait triomphé des forces alliées. Le pétrole avait prouvé qu'il était au centre de la géopolitique.

Vers la fin de la première guerre mondiale, aucune puissance majeure ne doutait plus de l'importance primordiale de l'approvisionnement pétrolier pour le futur de la sécurité militaire ou économique. À la fin de la guerre, plus de 40 % de la flotte navale anglaise était propulsée au pétrole. En 1914, au début de la guerre, l'armée française disposait de 110 camions, 60 tracteurs et 132 avions. En 1918, quatre ans plus tard, les chiffres étaient de 70 000 camions, 12 000 avions tandis que les Britanniques et dans les derniers mois les Américains, engageaient au combat 105 000 camions et plus de 4 000 avions. L'offensive finale anglo-francoaméricaine sur le front occidental consuma la quantité stupéfiante de 12 000 barils de pétrole par jour.

En décembre 1917, l'approvisionnement français en pétrole était devenu tellement déficient que le général Foch pressa le président Clemenceau d'adresser un appel urgent au président Woodrow Wilson. “ Un défaut d'approvisionnement pétrolier causerait la paralysie immédiate de nos armées et pourrait nous forcer à une paix défavorable aux Alliés ”. Clemenceau écrivit à Wilson :

La sécurité des Alliés est en jeu. Si les Alliés ne souhaitent pas perdre la guerre, alors, au moment de la grande offensive allemande, ils ne doivent pas laisser la France manquer d'un pétrole qui lui est aussi nécessaire que le sang dans les batailles à venir.

La Standard Oil de Rockefeller répondit à l'appel de Clemenceau en assurant aux forces du maréchal Foch un indispensable approvisionnement en pétrole. Manquant d'un approvisionnement roumain suffisant et interdit d'accès à Bakou, les camions bloqués ne purent acheminer le pétrole vers les forces allemandes qui furent incapables de mener l'offensive finale de 1918, malgré l'accord germano-russe de cessation des hostilités conclu à Brest-Litovsk. (...)

- Vers le début des années 1890, un groupe de l'élite britannique, initialement issu des instituts huppés d'Oxford et de Cambridge, formèrent ce qui devait devenir le réseau politique le plus influent du demi-siècle à venir et au-delà. Ce groupe démentait formellement son existence, mais on peut retrouver ses traces dans les milieux à l'origine d'un nouveau journal impérial, la Table Ronde (The Round Table), fondé en 1910.

Ce groupe pensait qu'un nouveau système d'empire mondial, plus subtil et plus efficace, était nécessaire pour élargir l'hégémonie de la culture anglo-saxonne pour les temps à venir.

Initialement, le groupe de la Table Ronde comme il était quelque fois appelé, était explicitement anti-allemand et pro-empire. En août 1911, trois ans avant que la Grande-Bretagne ne déclare la guerre contre l'Allemagne, Philip Kerr (lord Lothian) qui était un homme influent, écrivait dans La Table Ronde :

Il y a maintenant deux codes de moralité internationale, le britannique ou anglo-saxon et le continental ou allemand. Les deux ne peuvent coexister. Si l'Empire britannique n'est pas assez puissant pour faire prévaloir véritablement des échanges loyaux entre les nations, les standards réactionnaires de la bureaucratie allemande triompheront et ce ne sera qu'une question de temps avant que l'Empire britannique lui-même ne soit la victime d'un hold-up international sur le modèle de l'incident d'Agadir. À moins que le peuple britannique ne soit assez fort pour empêcher des rivaux arriérés de l'attaquer avec une éventuelle chance de succès, ils devront accepter les standards politiques des puissances militaires agressives.

Au lieu d'une occupation militaire coûteuse des colonies de l'Empire britannique, le groupe de la Table Ronde défendait une tolérance plus répressive, appelant à la création d'un " Commonwealth of nations " britannique. Les nations membres se verraient attribuer une illusion d'indépendance, ce qui permettrait à la Grande-Bretagne de réduire les coûts importants des occupations militaires lointaines, d'abord de l'Inde à l'Égypte et ensuite vers l'Afrique et le Moyen-Orient aussi bien. Le terme d'" empire informel " était quelquefois utilisé pour décrire ce changement.

Cette faction émergente était regroupée autour du Times, journal londonien influent, où s'exprimaient des personnalités telles que lord Albert Grey, le secrétaire aux Affaires étrangères, Arnold Toynbee, historien et membre des services secrets britanniques et aussi H. G. Wells, Alfred lord Milner du projet sud-africain et Halford J. Mackinder de la London School of Economics et initiateur d'une nouvelle discipline, la géopolitique. Le laboratoire d'idées principal qui s'était formée dans les couloirs de Versailles en 1919, devint le Royal Institute for International Affairs aussi appelé Chatham House.

L'idée d'une Palestine dominée par les Juifs, dépendante de l'Angleterre pour sa survie problématique, entourée par un groupe balkanisé d'États arabes chamailleurs, était partie prenante du concept de ce groupe promoteur d'un empire britannique renouvelé.

Mackinder intervenant lors de la conférence de paix de Versailles, exposa la vision que son groupe d'influence avait du rôle que devrait jouer un protectorat britannique sur la Palestine dans le cadre du Grand Jeu qu'était la marche britannique vers un empire d'après guerre constitué autour d'une Ligue des Nations façonnée et dominée par la Grande-Bretagne.

Mackinder décrivit aussi le projet palestinien tel que le concevaient en 1919, les meilleurs esprits de l'establishment britannique :

Si l'île-monde [l'Eurasie] doit inévitablement être le siège principal de l'humanité sur ce globe et si l'Arabie en tant que passage terrestre depuis l'Europe vers les Indes et depuis le coeur-de-pays septentrional [l'Asie centrale] vers le coeur-de-pays austral [l'Afrique subsaharienne] reste prépondérante pour l'île-monde, alors la colline-citadelle de Jérusalem jouit d'une position

stratégique par rapport aux réalités mondiales qui ne diffère pas essentiellement de sa position idéale dans la perspective médiévale, ou de sa position stratégique entre l'ancienne Babylone et l'Égypte.

- Commentant l'importance particulière implicitement sous-jacente à la proposition que son ami Balfour avait adressée à lord Rothschild en 1917, Mackinder notait :

Le pouvoir national juif en Palestine sera l'un des plus importants résultats de la guerre. C'est un sujet sur lequel nous pouvons à présent nous permettre de dire la vérité... un foyer national au centre physique et historique du monde, devrait donner au Juif un rang ...Il y a ceux qui essaient de distinguer entre la religion juive et la race juive, mais la représentation populaire de leur identité n'est certainement pas complètement fausse. (...)

- Vers 1920, les Britanniques avaient réussi à assurer leur ferme contrôle sur toute l'Afrique australe, y compris la partie située au sud-ouest auparavant allemande, aussi bien que sur les richesses pétrolières nouvellement découvertes de l'ex-Empire ottoman. Ils y étaient arrivés par une présence militaire, des promesses contradictoires et l'établissement d'un protectorat britannique sur la Palestine en tant que nouveau foyer juif. Mais tous les comptes n'étaient pas réglés en 1920 : l'Empire britannique était sorti de la guerre aussi ruiné qu'il y était entré, si ce n'est plus. (1914 – 1918 : le pétrole déjà - Investig'Action 07 septembre 2007 - Extrait du nouveau livre *Pétrole, une guerre d'un siècle* de William Engdahl)

LVOG - Vous ne vous étiez jamais demandé pourquoi les dirigeants du vieux monde et ceux du mouvement ouvrier partageaient la même version des faits, celle officielle. Je vous propose une explication, à vous d'en faire ce que vous voudrez.

On pourrait nous objecter que nous faisons un procès d'intention aux uns et autres, au parti de l'ordre ou de la réaction, parce qu'il proclame haut et fort qu'il est attaché à la paix, à ceci près que les bonnes intentions n'engagent en rien, exceptés pour ceux qui y prêtent attention ou les prennent pour argent comptant, au mouvement ouvrier parce qu'il tient le même discours. Certes, en dénonçant le parti de la guerre et les marchands de canons. Ils vont même jusqu'à décrire la crise économique qui serait à l'origine de la guerre, à ceci près qu'à aucun moment ils ne démonteront la version officielle (Y compris celle du 11/9, des attentats, etc.), alors que c'est le facteur capital pour comprendre ce qui s'était réellement passé et en tirer des enseignements politiques, de sorte qu'à l'arrivée on aura l'impression que la guerre (et bien d'autres événements dramatiques) aurait été inéluctable ou l'oeuvre de la fatalité qui se serait abattu un jour sur les peuples, d'un malheureux concours de circonstances que personne n'aurait pu prévoir ou éviter, bref, le discours que tient la réaction et qui figure dans les manuels scolaires, un événement au cours duquel les différents acteurs impuissants se seraient résolus à jouer chacun leur rôle de classe malgré eux, de sorte que finalement on en voudra à aucun d'entre eux, parce que personne n'en était vraiment conscient ou responsable et la boucle de l'opportunisme le plus sordide est bouclée.

Au passage, vous comprendrez peut-être mieux pourquoi on s'acharne à faire la vérité sur le 11 septembre 2001, contrairement à nos dirigeants qui ont adopté en chœur la version de G. W. Bush, ce qui explique d'ailleurs pourquoi ils n'ont rien compris ou si peu à la suite du film...

Parole d'internaute (Les Crises)

1- "La question qui m'est venue est celle de la libre circulation de l'information et le droit de débattre. Chacun a le droit d'exposer ses opinions et ses "théories", mais en accordant aussi la possibilité à chacun d'exposer et d'étayer un point de vue opposé.

Il est difficile de dire calmement pourquoi on n'adhère pas à telle ou telle vision ou théorie sans risquer de se faire insulter, d'être injustement accusé de phobies, et de toute sorte de qualificatifs méprisants, accusatoires, rappelant les moments les plus sombres de l'histoire etc., alors qu'au contraire on souhaite exprimer sa compréhension avec bienveillance, sans haine, dans le respect de l'être humain.

On est, par cette censure qui ne dit pas son nom, réduit à ne pas avoir le droit de ne pas adhérer à une vision et de mettre en lumière ce qui nous apparaît comme des aberrations, sans s'exposer à des accusations haineuses. Pourtant j'ai envie de dire à certains, je ne partage pas votre vision et je m'y opposerai, mais cela ne m'empêche pas de vous aimer."

LVOG - Quelle indécence de dire *je vous aime* à ceux qui professent le totalitarisme et le pratiquent déjà !

La question déterminante n'est pas "*la possibilité à chacun d'exposer et d'étayer un point de vue opposé*", bien que ce soit un préalable pour qu'on puisse exposer le nôtre, mais en l'occurrence il ne faut pas se faire d'illusions, le nôtre n'aurait aucune chance d'être invité à s'exprimer lors d'un débat sur un plateau de télévision ou à la radio à une heure de grande écoute, seules les points de vue compatibles avec l'existence du régime ont le droit de citer, hier c'était la règle, de nos jours moins, le champ s'est réduit à ceux qui font ouvertement allégeance au régime ou qui ont appelé à voter Macron, tous les autres en sont exclus, les pleurnichards qui en appellent à la liberté d'expression qui n'a jamais réellement existé, qui donnent des conseils aux médias-oligarques qui l'étouffent, un comble !

Ce qui est plus important en ce qui nous concerne, c'est la nature sociale ou les intérêts de classe qui s'expriment dans le discours de chaque intervenant, pour montrer quelle est son orientation politique ou faire ressortir les véritables intentions de son auteur, afin de ne pas se faire manipuler par de beaux parleurs et démonter leur démagogie.

Que les représentants de la réaction qualifient d'ennemis ceux qui ne partagent pas leurs "opinions" ou leurs "théories" n'a rien de choquant, cela correspond à l'idée qu'ils ont de la liberté d'expression, mais quand on constate que c'est la même chose au sein du mouvement ouvrier, on est en droit de se demander quelle en est la signification politique.

Je me suis fait cette réflexion en prenant mon repas ce soir en repensant à Breton et à Orwell qui tous deux furent proches un moment du trotskysme avant de rompre avec, Breton avait rencontré Trotsky avec lequel il s'était lié d'amitié, il fut un temps sympathisant de la IVe Internationale (causerie du 18 mars 2017), et Orwell des dirigeants du POUM en Espagne en 1936 qui n'avaient pas l'étoffe de Trotsky. Je me suis dit que si Breton et Orwell avaient manifesté des prédispositions favorables envers la révolution socialisme à aucun moment ils ne rejoindront un parti trotskyste, cela devait probablement provenir de la personnalité de leurs dirigeants...

2- "À gauche pour les réformes «sociétales» (la lutte contre le cléricanisme) et à droite pour la défense de l'ordre économique existant (faire en sorte que les riches continuent à s'enrichir et ne soient pas obligés de partager avec les pauvres).

Tiens, ça me rappelle quelque chose..."

LVOG - Les classes moyennes ou les petits bourgeois se servent de cet artifice pour négocier les privilèges que la bourgeoisie leur concéderait moyennant leur loyauté indéfectible envers le régime, et les crétins d'extrême gauche en firent leurs alliés... Et cela continue de nos jours !

[La guerre, c'est la paix. \(Suite -2\)](#)

Ceux qui ont appelé à manifester contre la guerre le 11 novembre ont fait preuve d'un opportunisme sans fond, tant ils sont passés à côté de l'essentiel.

Avant-hier, on révélait que le Forum pour la paix à Paris présidé par Macron et Merkel avait été organisé et financé par l'oligarchie, les GAFAs, aujourd'hui, on rappelle que la Première Guerre mondiale coïncida avec l'imposition de l'impôt sur le revenu en France, impôt qui de la poche de l'Etat devait atterrir ensuite progressivement dans celle des banquiers et des capitalistes qui ont été les réels donneurs d'ordre de la boucherie de 14-18.

- L'impôt sur le revenu (...) est mis en place de 1914 à 1916, pour moderniser le système fiscal de l'État, soit plus de 70 ans après son équivalent britannique (1842). Voté le 3 juillet 1914, loi du 15 juillet 1914, la première année d'imposition est l'année 1916, par décret du 15 janvier 1916. En pleine Première Guerre mondiale, il est initialement destiné à financer les efforts de guerre et la reconstruction de la France. (Source : Wikipédia.org)

Chouette, les créanciers, les banquiers qui ont financés les deux camps durant cette guerre vont pouvoir s'enrichir encore davantage, une simple coïncidence.

- Il faut attendre le vote du XVI^e amendement par le Congrès et sa ratification par les États le 3 février 1913 pour qu'enfin l'administration fédérale soit autorisée à lever un impôt sur le revenu permanent. (Source : Wikipédia.org)

Et dans le courant de la même année, le 23 décembre 2013, sera fondée la Fed, encore une coïncidence sans doute. Et quelque mois plus tard débutera la Première Guerre mondiale du XX^e siècle, encore une coïncidence.

Deuxième partie.

Quelques rappels pour illustrer la première partie de cette causerie.

Le 3 décembre 2017

CAUSERIE

Il existe un fil conducteur entre :

- Les banquiers de Hanove au XVII^e siècle, dont les Rothschild.
- Leur immigration dans différents pays dont les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la France
- Théodore Herzl et son ouvrage l'Etat juif
- La création de la Banque centrale des Pays-Bas
- La création de la Banque d'Angleterre
- Le passage du capitalisme à l'impérialisme
- Les expéditions coloniales ou les guerres de rapine en Afrique
- Le développement de l'automobile et des multiples applications du pétrole dans l'industrie
- La crise du capitalisme au détour du XX^e siècle
- L'affaire Dreyfus
- La création de la Fed en 1913 , toujours par les mêmes banquiers
- La Première Guerre mondiale
- La balkanisation du Moyen-Orient et de l'Afrique.
- La Déclaration de Balfour
- La création de la Société des Nations (SDN) en 1919
- La création de la BRI
- La création du Council on Foreign Relation (CFR) en 1921
- Pacte secret en Ecosse le 28 août 1928 entre les oligarques de la Royal Dutch Shell

(Hollandais), de la Standard Oil Cie. (Exxon) (Américain, Rockefeller), et de l'Anglo Persan (BP) (Britannique) pour se partager le marché mondial du pétrole, rejoints plus tard par Mobil, Gulf, Texaco, Chevron.

- La dépression de 1929
- La création des paradis fiscaux
- La montée de Hitler et du nazisme en Allemagne
- Pearl Harbour
- La Deuxième Guerre mondiale
- Accords de Bretton Woods, en 1944 et suprématie du dollar (rattaché à l'or à la place de la livre sterling) sur l'économie mondiale
- Gatts, OMC, Accord général sur le commerce des services (AGCS), Doha
- La fondation du FMI, de la Banque mondiale
- La fondation de l'ONU, de l'Union européenne
- La création d'Israël
- Le coup d'Etat en Iran en 1953, parmi bien d'autres en Afrique en en Amérique latine
- Le club Bilderberg en 1954
- La propagation de la pornographie et de la drogue
- Friedrich von Hayek enseigne l'ultra libéralisme à la London school of economics financée par la fondation Rockefeller, puis à l'université de Chicago
- La fin de la convertibilité du dollar en or en 1971
- La Banque de France passe sous la coupe du marché en 1973.
- La Commission Trilatérale en 1973
- Pinochet au Chili et Videla en Argentine au pouvoir à la même époque.
- Les crises du pétrole des années 70 et 80
- Reagan et Thatcher au pouvoir au milieu des années 80.
- Le développement des ONG et des lobbies écologiste, féministe, antiraciste, antifasciste, altermondialiste, etc.
- L'implosion de l'URSS et du Pacte de Varsovie
- Toutes les révolutions dites de couleurs, des fleurs, le Printemps Arabe
- Maastricht en 1992, la BCE et l'euro en 2000.
- Le 11 septembre 2001 et toutes les guerres qui allaient suivre
- La création d'Internet puis des mal nommés réseaux sociaux
- L'élection de Sarkozy et la disparition programmée du parti gaulliste
- L'élection de Hollande et la disparition programmée du PS
- La création de LREM
- L'élection de Macron protégé de Rothschild

Que retrouve-t-on tout au long de ce fil ? Les mêmes banquiers liés aux guerres mondiales, au pétrole, au fascisme, à l'ultra libéralisme et à Israël, à Internet et la boucle du nouvel ordre mondial est bouclée.

Evidemment cela n'a absolument rien à voir avec ce qui figure dans les manuels scolaires ou universitaires, dans les ouvrages des historiens, dans la propagande diffusée par les médias détenus par des oligarques, ni même dans la formation dispensée aux militants par les partis ouvriers ou les syndicats.

Partant de là, comment voulez-vous les combattre ? Dès lors que votre argumentation comporte des contrevérités, des contradictions, des incohérences, de graves lacunes, des erreurs manifestes, etc. quelle crédibilité peut avoir votre discours ? Ce qui se passe, c'est qu'un jour où l'autre forcément les militants découvrent qu'on leur a menti ou qu'on les a trompés, et c'est terminé, ils ne veulent pas en entendre davantage et ils ont raison.

La difficulté pour eux d'accéder à la vérité ou de s'en sortir, c'est que l'histoire qu'on leur a racontée ne reflétant pas la réalité, relevait à leur insu davantage de la propagande ou d'une théorie avec laquelle ils ont fini par s'identifier, de telle sorte que s'en séparer est extrêmement

difficile, par crainte du vide ou de se faire abuser par d'autres personnes qui semblent également d'une honnêteté irréprochable, mais ne le sont pas forcément.

- Un document exceptionnel : Histoire cachée : les origines secrètes de la Première Guerre mondiale

- Tour d'horizon de « Hidden History », par Gerry Docherty et Jim Macgregor par Antony C. Black - Mondialisation.ca, 27 novembre 2017

Parmi les nombreux mythes qui embrouillent l'esprit politique moderne, aucun ne corrompt la compréhension ou ne maquille autant les faits historiques que le mythe voulant que les riches et les puissants de ce monde ne conspirent pas.

C'est totalement faux.

Ils conspirent continuellement, couramment, effectivement et diaboliquement, à une échelle qui dépasse l'entendement. Nier cette conspiration, c'est nier des preuves empiriques irréfutables et le bon sens le plus élémentaire.

Il n'en demeure pas moins que pour l'observateur averti du « grand jeu » politique, c'est une source inépuisable d'étonnement que de tomber sur des exemples toujours plus stupéfiants de machinations monstrueuses que les élites riches et puissantes sont capables d'échafauder. C'est ce à quoi s'emploient les auteurs Docherty et Macgregor, dans un livre qui nous coupe le souffle.

Ainsi, l'histoire officielle et sacralisée des origines de la Première Guerre mondiale, nous disent les auteurs, ne serait qu'un seul et même tissu de mensonges du début à la fin. Plus à propos encore est la thèse des auteurs voulant que – pour paraphraser ce qu'a dit plus tard Churchill, qui occupe d'ailleurs une place de choix dans cet ouvrage – jamais autant de personnes ont été tuées, de façon si injuste, pour assouvir les ambitions et la soif de profit d'un si petit nombre.

En démolissant les nombreuses antiennes à propos des origines de la « Grande Guerre » (y compris la « responsabilité allemande », les « efforts de paix britanniques », la « neutralité de la Belgique » et « l'inévitabilité » de la guerre), Docherty et Macgregor pointent du doigt ceux qui sont vraiment à l'origine du conflit : des impérialistes britanniques formant une cabale plus ou moins secrète, dont les visées politiques pendant une quinzaine d'années consistaient à préparer une guerre européenne afin de détruire le nouveau concurrent commercial, industriel et militaire de la Grande-Bretagne qu'était l'Allemagne.

Pour résumer, Docherty et Macgregor soutiennent que « loin de se diriger aveuglément vers une tragédie mondiale, le monde qui ne se doutait de rien est tombé dans une embuscade tendue par une cabale secrète de bellicistes » qui ne se trouvaient pas à Berlin, mais bien « à Londres ».

J'avoue ici abonder dans le sens de cette thèse, aussi frappante soit-elle, ne serait-ce que pour le principe général. Après tout, il suffit de regarder la réalité politique d'aujourd'hui pour constater que nous nageons en plein délire orwellien. De plus, trente ans de journalisme indépendant m'ont amené non seulement à conclure que ce qu'on nous sert comme « nouvelles » n'a rien à voir avec la réalité, mais aussi que les écrits et les présentations historiques sont aussi bidons qu'un billet de trois dollars. Il faut tout de même que la thèse défendue repose sur un ou deux arguments crédibles. Voyons voir ceux que nous propose « Histoire cachée ».

Les joueurs

Avant de nous lancer tête première dans le vif du sujet, commençons par esquisser le portrait des principaux protagonistes de cette sombre histoire.

Au commencement, il y avait Cecil Rhodes, le premier ministre de la colonie du Cap qui, nous rappellent les auteurs, était « en réalité un opportuniste s'accaparant des terres », dont la fortune a été assurée à parts égales « en réprimant brutalement les habitants locaux et en veillant aux intérêts miniers de la maison des Rothschild ». Apparemment, Rhodes parlait depuis longtemps de créer une « société comme celle des Jésuites » au service des ambitions mondiales de l'Empire britannique. En février 1891, il est passé aux actes en s'adjoignant les services de ses proches associés William Stead, un journaliste bien connu, et Lord Esher, un proche conseiller de la monarchie britannique.

Deux autres personnes se sont jointes peu après au cercle restreint du groupe clandestin : Lord Nathaniel (Natty) Rothschild, de la fameuse dynastie de banquiers britanniques et européens, et Alfred Milner, un érudit administrateur colonial brillant qui deviendra rapidement l'infatigable génie organisateur et maître des cérémonies du groupe.

À ces quatre personnalités centrales se sont joints par la suite Lord Northcliffe, le propriétaire du « Times », qui épaulera Stead dans sa propagande visant à préparer le public britannique à une guerre contre l'Allemagne, Arthur Balfour et Herbert Asquith, deux futurs premiers ministres britanniques qui joueront de leur influence parlementaire, Lord Salisbury et Lord Rosebery, qui apporteront un lot additionnel de connections politiques, et Lord Edward Grey qui aura l'honneur, en sa capacité de ministre britannique des Affaires étrangères en 1914, d'enfoncer le dernier clou dans le cercueil de la paix européenne. Le prince Édouard (qui deviendra peu après le roi Édouard VII) était aussi un ajout important qui, malgré son image de séducteur, était en fait un acteur politique astucieux, dont les fréquentes incursions sociales à l'échelle internationale constituaient une couverture idéale pour contribuer à forger, souvent secrètement, des alliances militaires et politiques entre la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique.

Cette garde prétorienne a ensuite étendu ses tentacules à toutes les sphères de la hiérarchie du pouvoir britannique (puis du monde) en recrutant activement dans son « Association of Helpers » toute une myriade de bureaucrates, banquiers, officiers militaires, universitaires, journalistes et hauts fonctionnaires plus bas dans l'échelle, dont bon nombre, il s'est avéré, provenaient des collèges Balliol et All Souls, à Oxford.

Enfin, le légendaire Churchill, gonflé à bloc par sa propre grandiloquence bien lubrifiée avec l'argent des Rothschild, allait finir par occuper la place sacrée qui lui revenait parmi les avides de guerre élus secrètement.

Premières aventures

La première incursion de cette cabale élitiste a eu lieu en Afrique du Sud, avec la fomentation délibérée de la (2e) guerre des Boers (1899-1902). On avait découvert de l'or dans la région du Transvaal en 1886 et les impérialistes britanniques étaient déterminés à s'en emparer. Après un certain nombre de machinations ratées de Rhodes visant à faire tomber les Boers, l'élite secrète a obtenu un as dans son jeu quand Alfred Milner a été nommé haut commissaire de l'Afrique du Sud. Milner a aussitôt saisi le moment, sans passer Go, pour déclencher la guerre, imposer sa tristement célèbre politique de la terre brûlée et exiger une reddition sans condition, faisant ainsi valoir la philosophie martiale générale qui prévaudra plus tard contre l'Allemagne.

Après la défaite des Boers, Milner et ses acolytes (Rhodes est mort pendant les « négociations de paix ») ont rapidement investi les principaux organes de la gouvernance impériale britannique, dont les bureaux responsables des affaires étrangères, des colonies et de la guerre. Arthur Balfour est allé encore plus loin en créant, en 1902, le « Comité pour la défense impériale ». Ce dernier a joué un rôle considérable en court-circuitant presque entièrement le cabinet britannique dans les années, les mois et les jours précédant août 1914. Balfour était en fait l'un des deux seuls membres permanents de cette institution impériale d'importance majeure, l'autre étant Lord Fredrick Roberts, commandant en chef des forces armées et ami proche de Milner. C'est ce même

Roberts qui, plus tard, nommera à leurs postes respectifs pendant la Première Guerre mondiale deux suivistes incompetents, Sir John French et Douglas Haig, qui mèneront des combats conduisant au massacre de centaines de milliers de soldats alliés.

L'année 1902 marquait aussi par l'établissement du traité anglo-japonais. La Grande-Bretagne craignait depuis longtemps que son empire en Extrême-Orient passe aux mains de la Russie et cherchait à amener le Japon à faire contrepoids. L'alliance a porté fruit lors du conflit russo-japonais de 1904-1905, au cours duquel la Russie a subi une défaite décisive. Sans jamais perdre de vue l'objectif à long terme (une guerre contre l'Allemagne), Milner et ses acolytes ont changé d'appât adroitement en courtisant aussitôt le czar Nicolas II, ce qui a abouti à la signature de la Convention anglo-russe de 1907. À la même période (1904), la Grande-Bretagne, avec l'aide cruciale d'Édouard VII, a mis fin à près de mille ans d'inimitié avec la France en signant l'Entente cordiale avec son ancien rival.

À la même période (1905), un accord plus ou moins secret a été conclu avec le roi Léopold II, qui autorisait la Belgique à annexer l'État indépendant du Congo. Il s'agissait, à toutes fins utiles, d'une alliance entre la Grande-Bretagne et la Belgique qui, dans la décennie qui a suivi, s'est continuellement approfondie avec la conclusion de nombreux accords militaires bilatéraux (secrets pour la plupart, donc soustraits au regard du Parlement britannique) et de « protocoles d'entente », qui mettaient sans équivoque l'accent sur le fait que la Belgique formerait une sorte de partie « neutre » dans le conflit à venir avec l'Allemagne.

L'alliance principale était dorénavant chose faite entre la Grande-Bretagne, la Russie, la France et la Belgique. Il ne restait plus qu'à obtenir la fidélité et l'obéissance des colonies britanniques. Pour y parvenir, Milner a organisé la conférence de presse impériale de 1909, qui réunissait une soixantaine de propriétaires de journaux, journalistes et rédacteurs provenant de l'ensemble de l'Empire, qui ont côtoyé 600 autres journalistes, politiciens et militaires britanniques dans une grande orgie de propagande guerrière. Le message martial a été ensuite dûment transmis aux multitudes coloniales inconscientes. Le succès de la conférence était particulièrement visible au Canada où, malgré les divisions extrêmes sur la question, plus de 640 000 soldats canadiens ont été envoyés dans les champs de la mort au nom d'une poignée d'impérialistes britanniques.

La « crise » marocaine Docherty et Macgregor nous rappellent que l'historienne de renom Barbara Tuchman, dans son livre « Août 14 » (« The Guns of August ») qui a reçu le prix Pulitzer, « a précisé très clairement que la Grande-Bretagne était résolue à faire la guerre en 1911 et même avant. » En effet, les préparatifs de guerre étaient en cours depuis au moins 1906.

N'empêche que 1911 marque un tournant, lorsque l'élite secrète a tenté une première fois de déclencher une guerre contre l'Allemagne. Le prétexte était le Maroc. La Grande-Bretagne n'avait pas d'intérêts coloniaux directs au Maroc, mais la France et l'Allemagne en avaient. C'est alors que la cabale de Londres, avec Edward Grey au poste de ministre des Affaires étrangères, a mis dans le secret des dieux un ministre français clé, Théophile Declasse, ce qui lui a permis de monter ce qui était essentiellement une opération sous fausse bannière à Fez. La France a alors réagi en imposant une armée d'occupation. L'Allemagne s'est contentée de n'envoyer qu'une petite canonnière à Agadir, sauf que l'ensemble de la presse britannique, qui représentait les intérêts de « l'État profond » de la Grande-Bretagne, est tombé dans l'hystérie en condamnant les « menaces allemandes contre les voies maritimes britanniques », etc. Cette étincelle de guerre s'est éteinte à la dernière heure lorsque le premier ministre socialiste de la France (récemment élu), Joseph Caillaux, a entamé des pourparlers de paix avec le Kaiser. La guerre contre l'Allemagne devait donc être reportée.

Dans l'intervalle, la Grande-Bretagne, sous la direction de ses mandarins de l'ombre (presque toujours sans examen ou approbation du Parlement), poursuivait ses préparatifs de guerre. Par exemple, c'est à cette fin que Churchill, qui avait été nommé premier lord de l'Amirauté britannique en 1911, a redéployé sa flotte atlantique de Gibraltar à la mer du Nord et sa flotte méditerranéenne

à Gibraltar. La flotte française a été redéployée simultanément de l'Atlantique à la Méditerranée pour couvrir le retrait de la flotte britannique. Ces manœuvres visaient stratégiquement la flotte allemande en mer du Nord. Les pions se mettaient en place sur l'échiquier.

Plaque désignant une banque comme membre (Source : Wikimedia Commons)

En France, le premier ministre de gauche et partisan de la paix Caillaux a été remplacé en 1913 par l'un des « assistants » des élites britanniques, en la personne de Raymond Poincaré, un germanophobe enragé d'extrême-droite. Poincaré a eu tôt fait de remplacer l'ambassadeur de France en Russie George Louis, qui ne prônait pas la guerre, par le revanchiste Declasse. Pendant ce temps aux États-Unis, la cabale secrète poursuivait ses manigances, surtout par l'intermédiaire de la Pilgrims Society et des maisons Morgan et Rockefeller, afin d'assurer l'élection d'un démocrate inconnu mais malléable, Woodrow Wilson, contre le président Taft, qui était partisan d'une banque centrale sous contrôle public. L'« État profond » anglo-américain a ainsi pu créer la Réserve fédérale américaine, une banque centrale privée qui s'est consacrée dès le départ au financement de la guerre contre l'Allemagne.

L'éperon balkan

Selon Docherty et Macgregor, le conte d'une simplicité trompeuse répété ad nauseam sur les circonstances entourant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le 28 juin 1914, serait aussi douteux que la version officielle de l'assassinat de JFK deux générations plus tard. En effet, les similitudes structurelles entre les deux – de l'absence flagrante de sécurité à la preuve manifeste de complicité de l'État (dans le cas qui nous intéresse, à partir de la Serbie, mais menant directement à Londres) – sont remarquables. L'assassinat a bel et bien causé un effet domino, sauf que les événements qui ont suivi n'étaient pas dus aux bas instincts des gens et à des forces inéluctables hors de tout contrôle humain, mais plutôt aux manigances conspiratrices d'esprits calculateurs.

Ainsi, tout de suite après l'assassinat, l'Autriche-Hongrie a bénéficié d'un soutien international généralisé, car elle était largement perçue comme la partie lésée. Mais les suspects habituels, après avoir aidé à mettre en scène le meurtre, ont réussi à renverser la vapeur de la propagande en défaveur de l'Autriche et de l'Allemagne en recourant à une ruse ingénieuse. Après avoir obtenu secrètement le contenu de la « note », qui énonçait les demandes de l'Autriche (raisonnables dans les circonstances) à l'endroit de la Serbie, la cabale secrète est arrivée à participer directement à la rédaction de la « réplique serbe ». La « réplique » devait bien sûr être inacceptable pour l'Autriche. Au même moment, le président français Poincaré s'est précipité à Moscou pour rassurer le czar et ses généraux que si l'Allemagne allait assumer ses responsabilités conformément à son alliance avec l'Autriche, la France soutiendrait la Russie dans le déclenchement d'une guerre généralisée en Europe. La France savait évidemment que l'Angleterre, ou plutôt sa clique impérialiste élitiste, souhaitait tout autant la guerre. C'est d'ailleurs à ce moment opportun que Grey et Churchill se sont ligüés pour acheter la Anglo-Persian Oil Company, assurant ainsi les approvisionnements pétroliers nécessaires à la marine britannique.

Pendant tout ce temps, le kaiser Guillaume et le chancelier Bethmann étaient les seuls hommes d'État qui aspiraient sincèrement à la paix. Leur diffamation subséquente par des hordes d'historiens pas très propres ont retenti dans les mêmes tons orwelliens que la diabolisation en cours par l'establishment des pays et des particuliers qui résistent à l'empire américain.

Grey gagne son pari

Après avoir attisé les flammes du feu allumé dans les Balkans de façon à ce qu'il embrase toute l'Europe, le ministre des Affaires étrangères britannique Grey et le premier ministre Asquith se sont

employés à porter tous les sales coups possibles sur le plan diplomatique pour saboter toute possibilité de paix et rendre la guerre inévitable.

Par exemple, le 9 juillet, l'ambassadeur allemand à Londres, le prince Lichnowsky, a été rassuré à maintes reprises par Grey que la Grande-Bretagne n'était engagée dans aucune négociation secrète qui mènerait à la guerre. C'était évidemment un mensonge éhonté. Le 10 juillet, Grey a fait croire au Parlement que la Grande-Bretagne n'avait pas la moindre crainte que les événements de Sarajevo conduiraient à une guerre continentale. Au même moment, le premier ministre autrichien Berchtold était trompé de la même manière par les trois gouvernements de l'Entente, qui prétendaient que leur réaction à la « note » n'irait pas plus loin qu'une protestation diplomatique. Sauf que pendant la troisième semaine de juillet, ces mêmes gouvernements ont fait volte-face en disant qu'ils rejetaient entièrement la réponse de l'Autriche.

Le 20 juillet, comme il a été rapporté, le premier ministre français Poincaré s'est rendu à Saint-Petersbourg pour réaffirmer les accords militaires respectifs de la France et de la Russie. Le 25 juillet, Lichnowsky s'est présenté sans être annoncé au ministère des Affaires étrangères britanniques pour relayer l'appel désespéré du gouvernement allemand implorant Grey d'user de son influence pour stopper la mobilisation russe. Ce qui est incroyable, c'est que personne n'était disposé à le recevoir. De toute façon, la Russie avait secrètement commencé à mobiliser ses forces armées le 23 juillet, pendant que Churchill faisait de même le 26 juillet avec la flotte britannique à Spithead.

Bien entendu, rien de ce qui précède ne s'est fait dans le cadre d'un processus démocratique. Pour reprendre les propos de Docherty et Macgregor :

« Pour ce qui était de la population [britannique], rien de fâcheux ne se passait. C'était juste un autre week-end d'été. »

Le 28 juillet, l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie, même si elle n'était pas en mesure de l'envahir avant une quinzaine de jours. Pendant ce temps, le ministère des Affaires étrangères britannique commençait à faire circuler des rumeurs voulant que les préparatifs de guerre de l'Allemagne étaient plus avancés que ceux de la France et de la Russie, alors qu'en réalité, c'était exactement le contraire. Les choses se précipitaient dangereusement hors du contrôle de Guillaume.

Le 29, Lichnowsky a de nouveau imploré Grey d'empêcher la mobilisation russe à la frontière de l'Allemagne. Grey a répondu qu'il allait écrire quatre dépêches à Berlin qui, à la lumière des analyses d'après-guerre, n'ont jamais été transmises. Les dépêches ne faisaient partie que d'une mascarade pour faire croire que la Grande-Bretagne (et surtout lui, Grey) faisait tout en son pouvoir pour éviter la guerre. C'est aussi le 29 en soirée que Grey, Asquith, Churchill et Richard Haldane se sont réunis pour discuter de ce qu'Asquith appelait « la prochaine guerre ». Docherty et Macgregor soulignent de nouveau que ces quatre hommes étaient pratiquement les seuls en Grande-Bretagne au courant de la calamité qui s'annonçait, à l'insu des autres membres du Cabinet, des députés du Parlement et des citoyens britanniques. Ils en étaient en fait les architectes.

Le 30, le Kaiser a transmis au czar Nicolas un appel vibrant à une négociation de la prévention des hostilités. Touché par ce plaidoyer, Nicolas a dépêché à Berlin son émissaire personnel, le général Tatishchev, pour négocier la paix. Malheureusement, Tatishchev ne s'est jamais rendu à Berlin, car il a été arrêté et emprisonné cette nuit-là par le ministre des Affaires étrangères russe Sazonov qui, comme les auteurs l'expliquent de façon convaincante, constituait depuis longtemps un atout dans le jeu de la cabale de Londres. Sous la pression constante des hauts gradés de son armée, Nicolas a fini par céder et a ordonné la mobilisation générale dans l'après-midi du 30 juillet.

L'annonce officielle de la mobilisation russe a sonné le glas à toute possibilité de paix. Se rendant compte qu'elle avait été bernée et qu'elle allait être attaquée sur deux fronts, soit à l'ouest par la France et à l'est par la Russie, l'Allemagne a ordonné la mobilisation générale à son tour le 1er août. C'était la dernière puissance occidentale à le faire, ce qui en dit long. Mais l'Allemagne a commis alors une erreur tactique cruciale après l'annonce de la mobilisation générale, en prononçant une déclaration de guerre officielle et tenue par l'honneur contre la France. Ce faisant, elle sautait à deux pieds dans le piège tendu par Grey et cie, qui n'avaient cessé de manigancer pour que la guerre se déclenche sans être perçus comme en étant les instigateurs officiels.

Mais il restait une dernière carte dans le jeu de Grey, qu'il devait jouer pour amener un cabinet et une Chambre des communes pas très portés à la guerre d'abandonner leur bon sens et de foncer tête première dans une guerre totale paneuropéenne. Tout comme le mythe des « armes de destruction massive » a servi de prétexte à l'agression impérialiste étasunienne, le mythe de la pauvre et inoffensive « Belgique neutre » a servi de porte-étendard aux visées de l'impérialisme britannique.

Le discours qui a scellé le sort de millions de gens

Le 2 août 1914, le premier ministre Asquith a convoqué une réunion du cabinet spéciale pour discuter de la crise (montée de toutes pièces). Bien que les membres du cabinet étaient peu enclins à approuver la participation britannique à une guerre continentale, ils ont tôt fait de subir des pressions et d'obtenir des révélations à propos d'un « ensemble complexe d'obligations [militaires et politiques] qu'on leur avait déjà garanti comme n'étant pas des obligations, [et] qui s'étaient tissées autour d'eux pendant qu'ils dormaient ». Fait crucial, Grey s'est gardé de leur dire que l'ambassadeur allemand Lichnowsky avait, la veille même (1er août), proposé de garantir la neutralité belge. D'ailleurs, la supercherie de Grey n'aurait jamais été connue si le chancelier Bethmann n'avait pas fait état de la proposition au Reichstag le 4 août.

Une fois le cabinet suffisamment confondu, trompé et dupé (Asquith avait déjà donné des ordres de mobilisation à l'armée et à la marine sans que le cabinet ne l'approuve ou ne le sache), il ne restait plus qu'à bernier le Parlement. Ainsi, le 3 août, Sir Edward Grey a pris la parole pour entamer ce qui allait être un panégyrique épique sur les folies de la paix et les vertus de la guerre. L'auditoire n'était pas particulièrement réceptif là non plus, mais le sermon a réussi à gagner en force.

En commençant par dire que la paix en Europe « ne peut être préservée », Grey s'est lancé dans une litanie incroyable de mensonges et de déformation des faits à propos des accords militaires complexes en vigueur depuis longtemps entre l'Angleterre, la France, la Russie et la Belgique. Grey niait leur existence. Qu'en était-il de l'écheveau complexe des accords diplomatiques? Il n'y avait pas d'accords, pareils enchevêtrements n'existaient pas. Le Parlement était « libre » de voter en pleine conscience, d'exercer son mandat démocratique, tant qu'il ne vote pas en faveur de la paix bien sûr.

Tout ce qui précède n'était que le préambule de la pièce maîtresse du discours de Grey : la neutralité de la Belgique. Cette imposture flagrante n'a été surpassée en duplicité que par l'omission volontaire de Grey de parler au cabinet, puis au Parlement, de la garantie offerte par l'Allemagne concernant le point litigieux qu'était la neutralité de la Belgique. Grey a préféré montrer, pour faire plus d'effet, un télégramme émouvant du roi de Belgique implorant de l'aide au roi Georges. Il ne pouvait y avoir de moment mieux choisi pour qui l'aurait rédigé délibérément pour l'occasion, ce qui était d'ailleurs le cas. Les appels en faveur de la guerre des chefs des partis d'opposition qui ont suivi ce sermon étaient eux aussi prévus. Churchill les avait tous sondés et ralliés à la cause avant la session du jour. Seul Ramsay MacDonald, le chef du Parti travailliste, a nagé à contre-courant de la vague bien orchestrée « d'inévitabilité » qui revenait constamment dans la péroraison martiale de Grey.

La session du jour s'est terminée sans débat. Asquith ne l'avait pas permis, bien que le président de la Chambre l'ait pressé d'autoriser la reprise des travaux en soirée. Entre-temps, Grey a scellé le sort, c.-à-d. la guerre, en lançant un ultimatum à l'Allemagne, la sommant de ne pas envahir la Belgique, tout en sachant que l'invasion avait déjà commencé. Pour reprendre les mots de Docherty et MacGregor, c'était un « coup de maître ». La guerre était dorénavant inévitable. La session du Parlement tenue en soirée a eu beau faire l'objet d'un débat vigoureux et substantiel qui a démolé en grande partie la position de Grey, les jeux étaient faits. Au moment opportun, Arthur Balfour, « ancien premier ministre conservateur et membre du cercle restreint de l'élite secrète, s'est levé, menaçant. Il en avait assez. » Jetant tout le poids de son autorité de magistrat, il a condamné, ridiculisé et rejeté les arguments contre la guerre, les qualifiant de « lie du débat ». La Chambre des communes ayant ainsi été muselée, la dernière chance de paix en Europe était perdue.

Plus ça change...

Ce qui frappe encore et encore en lisant « Histoire cachée », c'est le son de la vérité qui retentit de chaque page, de chaque révélation. Apprendre qu'un groupe si restreint de membres d'une élite, faisant fi de tout contrôle démocratique, puisse sceller le sort – et la mort – de millions de personnes, a de quoi nous révolter. C'est vrai, mais cela ne nous surprend pas, parce que le même phénomène est en train de se produire sous nos propres yeux. En effet, l'état actuel de la « guerre permanente » est ni plus ni moins la condition inconsciente de la modernité même.

Docherty et Macgregor apportent une belle contribution ici. Ils vont beaucoup plus loin que ceux que David Irving a si justement qualifiés « d'historiens de cour », en parlant des historiens prostitués de l'élite et de l'establishment qui reprennent le consensus établi. Docherty et Macgregor nous donnent un aperçu de ce que signifie vraiment écrire l'histoire. S'il y a une leçon – ou plutôt une contre-leçon – à tirer de cet ouvrage, c'est que nous serons condamnés à répéter l'histoire aussi longtemps que nous écouterons ceux qui se consacrent à l'obscurcir et à la fausser, autrement dit, ceux qui nous mentent.

Hidden History: The Secret Origins of the First World War, publié le 17 juillet 2017

Pour vous procurer le livre :

<http://editionsnouvelleterre.com/boutique/home/32-l-histoire-occulte-les-origines-secretes-de-la-premiere-guerre-mondiale-9782918470236.html>

Le 22 mai 2014

CAUSERIE

Maison de Saxe-Cobourg-Gotha

Déjà en 1714 en vertu de l'Acte d'établissement de 1701 interdisant le trône aux catholiques, c'est un prince allemand, l'Électeur de Hanovre Georges-Louis qui avait succédé à la reine Anne qui elle appartenait à la Maison Stuart. Son arrière-petit-fils, Guillaume IV, n'ayant pas eu de postérité survivante et les femmes pouvant régner sur les îles Britanniques, c'est sa nièce Victoria qui lui succède en 1837. En revanche, la loi salique s'appliquant au Hanovre, c'est le frère du roi défunt Ernest-Auguste 1er de Hanovre qui monte sur le trône Hanovrien.

La reine Victoria épousant un cousin allemand, le prince Albert, fils du duc Ernest 1er de Saxe-Cobourg-Gotha, en février 1840, la famille royale anglaise restait une famille d'origine allemande cousinant avec l'Europe entière de la Russie à l'Espagne les monarchies de l'Empire allemand.

La Première Guerre mondiale allait changer les relations familiales des monarques anglais : en 1917, face à une opinion publique de plus en plus germanophobe, le roi Georges V du Royaume-Uni préféra changer le nom de sa dynastie et interdire le trône à tout membre de sa famille qui avait choisi le camp de l'Allemagne. Ainsi, alors que les Saxe-Cobourg-Gotha devenaient Windsor, les cousins Battenberg devinrent-ils Mountbatten quand le duc de Charles-Édouard de Saxe-Cobourg-Gotha resta Allemand. actus.blog.mongenie.com

Partis de Hanovre, les riches banquiers juifs ont essaimé à travers toute l'Europe, rendus maître des Pays-Bas ils ont créé la première banque centrale (privée) du monde, ils ont renouvelé leur exploit un peu plus tard en Grande-Bretagne, pour finir par un coup de génie en créant la Fed aux Etats-Unis un siècle plus tard. L'axe Washington-Londres-Berlin ne tient donc pas vraiment du hasard, pas étonnant non plus si les Pays-Bas peuvent revendiquer le parti d'extrême droite le plus puissant ou si c'est en Allemagne qu'un certain Hitler a pu sévir, et si les mêmes banquiers à Londres et Washington ont financé le régime nazi, ils avaient des origines communes.

On pourrait ajouter que ce n'est pas un hasard non plus si la première fois (en 1918) c'est la couronne britannique qui avait promis la Palestine aux banquiers sionistes, et si c'est l'Allemagne de Hitler financé par les Américains (notamment) qui leur a permis de concrétiser leur rêve d'un "Etat juif" trente ans plus tard. Tout se tient, l'ordre des choses est respecté. Un rappel d'un internaute.

- Son fils le prince Harry il n'y a pas si longtemps était photographié en uniforme nazi. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/4170083.stm>

Le 31 juillet 2014

CAUSERIE

Parole d'internaute

A qui profite le crime, qui l'a commandité ?

1- "Jaurès proposait une grève générale dans les usines Schneider Renault Krupp soit les principaux marchands d'armes européens. Le Comité des forges contrôlait par le fric (gérants de la banque de France) les médias, dont les principaux avaient la propagande belliciste, et les politiques qui lui devaient leur carrière et leur siège de députés. C'était donc une fausse république qui a programmé une guerre de classe (En 1906 Clémenceau a redonné un jour de repos /semaine , i.e. les salariés bossaient 7j/7 depuis 1880 soit des conditions de goulag) pour mater le prolétariat et le rançonner car c'est le contribuable qui a payé les armes que l'Etat achetait à Schneider De Wendel Renault , permettant ainsi au comité des forges des profits considérables.

Ces gentlemen ont remis le couvert en programmant la 2e Guerre mondiale et en armant Hitler qui n'avait pas de matières premières. Thyssen a fait l'homme politique Hitler, fabriqué sa notoriété et l'ensemble de la grande industrie internationale et des banques ont participé à la fête. Hitler les a soigneusement disculpé en les dénonçant dans ses discours mais c'était bien eux qui étaient derrière le réarmement allemand."

2- "Je ne sais pas si Jaurès a écrit sur le minerai de fer, talon d'Achille des Allemands puisque l'ensemble des gisements étaient en Alsace Lorraine à portée de canons français. C'était l'autre façon de gagner la guerre rapidement, bombarder et détruire la possibilité de produire des obus. Sachant que les Français bénéficiaient du fer anglais.

A noter que la presse allemande s'est étonnée de ce que les Français n'aient pas penser à cela, ni à détruire le bassin de Briey , plus gros gisement de fer fournissant 90% de la production

française. En 1913 De Wendel a vendu 4 millions de tonnes de fer aux allemands. En pleine période d'armement intensif !

On peut vérifier ces affirmations sur gallica, dans la bataille des frontières de Fernand Engrand."

La presse allemande était vendue, comme aujourd'hui la presse en générale dans tous les pays.

De Wendel, tout comme les banquiers et les autres industriels ont fourni les deux camps en capitaux et matériels, ils ont tiré profit de la guerre des deux côtés. Et cela également lors de la Seconde Guerre mondiale ce qu'ignore 99% de la population malheureusement.

Le 3 avril 2018

CAUSERIE

Durant la Première Guerre mondiale, le nombre d'ouvriers dans l'industrie de l'armement passe de 50 000 en 1914 à 1 700 000 en 1918.

Je rajoute ce 15 novembre 2018 : Et qui finança cette économie de guerre ? Pas l'Etat, il n'en avait pas les moyens ? Qui alors ? Les banquiers anglo-saxons et associés.

Le 14 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Si les techniques de persuasion des masses apparaissent en Europe à la fin du XIXe siècle pour lutter contre les révoltes ouvrières, elles sont développées aux États-Unis pour convaincre les Américains de s'engager dans la Première Guerre mondiale. Peu connu du grand public, neveu de Sigmund Freud, l'auteur du livre de référence Propaganda et l'un des inventeurs du marketing, Edward Bernays (1891-1995) en fut l'un des principaux théoriciens. Inspirées des codes de la publicité et du divertissement, ces méthodes de "fabrique du consentement" des foules s'adressent aux désirs inconscients de celles-ci. Les industriels s'en emparent pour lutter contre les grèves avec l'objectif de faire adhérer la classe ouvrière au capitalisme et transformer ainsi le citoyen en consommateur. En 2001, le magazine Life classait Edward Bernays parmi les cent personnalités américaines les plus influentes du XXe siècle. Ce documentaire riche en archives retrace, à la lumière d'une analyse critique – dont celle du célèbre linguiste Noam Chomsky –, le parcours de celui qui, entre autres, fit fumer les femmes, inspira le régime nazi, accompagna le New Deal et fut l'artisan du renversement du gouvernement du Guatemala en 1954. Les-Crises.fr 9 juin 2018

Je rajoute ce 15 novembre 2018 : Après on nous raconte que la propagande officielle ne sert à rien... Que valent ceux qui parmi nous débitent ce genre de contrevérités ?

Le 27 juillet 2016

CAUSERIE

14-18 : "On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels" de Investig'Action <https://vimeo.com/99236165>

En cette année anniversaire, les médias racontent « comment » a eu lieu la Première Guerre mondiale (dix millions de morts), mais jamais pourquoi.

« Morts pour la patrie », proclament tous nos monuments officiels. Mensonge ! 14-18, c'était déjà une guerre du fric. Non seulement chez les « méchants » (Allemagne, Autriche), mais aussi chez

les « gentils (France, Angleterre, Belgique...), le véritable enjeu était : quelle puissance dominera le monde et contrôlera ses richesses ?

C'était aussi une guerre des classes dominantes contre les pauvres, contre leurs propres travailleurs exterminés froidement. (...)

On aura retenu le choix délibéré des dirigeants de la classe dominante des deux belligérants officiels d'opter pour la guerre en présence d'une crise économique impossible à réduire autrement et qui menaçait l'existence du système capitaliste, leur pouvoir, leurs privilèges tandis que la classe ouvrière s'impatientait ou frappait à la porte du pouvoir. On relèvera également l'entente entre les industriels et les militaires des deux camps pour faire durer la guerre qui leur rapportait de gigantesques profits, et ne pas bombarder leurs quartiers généraux, seuls les ouvriers et les paysans envoyés à la boucherie devant périr lors cette guerre.

Si une partie importante de cette vidéo est consacrée au rôle du colonialisme dans la montée en puissance de l'impérialisme et le rôle qu'il joua dans le déclenchement de cette guerre inter-impérialistes, on peut regretter que bien qu'il soit fait mention de la trahison des socialistes ou sections de l'Internationale ouvrière ou Ile Internationale en Europe, le lien entre les deux facteurs ne soit pas établi, ce qui ne permettra pas aux spectateurs de comprendre pourquoi les dirigeants de la Ile Internationale avaient abandonné l'internationalisme au profit du nationalisme, ce qui pourrait les induire en erreur ou les amener à penser que ce revirement en apparence soudain aurait été dû à la personnalité de leurs dirigeants, qui auraient pu se laisser corrompre suite aux succès électoraux de leurs partis, autrement dit, il aurait suffi par la suite qu'ils changent de dirigeants pour que ces partis adoptent à nouveau l'internationalisme prolétarien.

Illusion fatale et criminelle qui sera minutieusement entretenue pratiquement pendant un siècle par les représentants de la classe dominante et l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier à l'exception des communistes jusqu'au décès de Lénine en 1924, ainsi que Trotsky et quelques dirigeants de l'Opposition de gauche, en aucun cas ceux qui plus tard s'en réclameront les héritiers, alors que la cause de ce revirement était à rechercher à l'intérieur de ces partis, dans leur composition petite-bourgeoise, mais aussi dans les syndicats qu'ils contrôlaient, qui ne regroupaient essentiellement que les couches supérieures de la classe ouvrière déjà corrompues par le capitalisme ou sur laquelle son idéologie exerçait une influence croissante au fur et à mesure que leur mode de vie s'améliorait (et que la guerre approchait) et se distinguait de celui du reste du prolétariat, grâce aux gigantesques profits réalisés par la surexploitation des colonies, Lénine ayant défini l'aristocratie ouvrière comme le pendant de l'aristocratie financière, leur combinaison constituant un des éléments majeurs déterminant la nature de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Et comme quoi ce processus de dégénérescence des partis de la Ile Internationale et des syndicats était irréversible, ils récidiveront lors de la Seconde Guerre mondiale, puis soutiendront les guerres coloniales de l'impérialisme français contre l'Algérie, le Vietnam, sans oublier l'Irak et la Syrie notamment de nos jours.

Je rajoute ce 15 novembre 2018 : Il m'est revenu à l'esprit qu'en 1916 l'état major allemand avait demandé aux Britanniques de mettre fin à la guerre, mais ils s'y opposèrent...

- La falsification de l'histoire: un moyen de maintenir le pouvoir impérial Par Wolfgang Effenberger — 10 septembre 2017

L'auteur nous raconte comment la Première Guerre mondiale a été minutieusement préparée des années à l'avance dans les chancelleries, les amirautés... et par les banquiers, documents ou preuves à l'appui. - LVOG.

En 1979, David L. Hoggan écrit dans son ouvrage intitulé «Le siècle aveugle»: «Les électeurs américains frustrés, ne pouvaient pas désamorcer le système corrompu des nominations par les réunions des partis – dictant à volonté le choix des candidats aux présidentielles en les entourant ensuite avec un grand brouhaha insensé [...] – pour ces électeurs américains, l'année 1916 était à nouveau une élection présidentielle typique [...] entre les deux candidats, faisant semblant de se combattre, mais qui étaient en réalité de connivence avec J.P. Morgan et J.D. Rockefeller. Ces deux derniers avaient décidé longtemps avant la campagne électorale officielle [...] que l'entrée en guerre officielle des Etats-Unis était une nécessité absolue afin d'assurer les profits de Morgan et Rockefeller suite aux emprunts obligataires accordés aux alliés.»(9)

(9) - Hoggan, David L. Das blinde Jahrhundert. Tübingen 1979, p. 454

- Une brève histoire de la propagande - Par Corinne Autey-Roussel — 11 septembre 2017

Ces mots du chef de file historique des pionniers de la propagande occidentale définissent également la publicité, et pour cause : la seule différence entre les deux est que la publicité s'affiche en tant que telle, alors que la propagande se fait passer pour la vérité. Que ce soit pour vendre un produit, une nouvelle loi, un candidat à la présidence, un coup d'État ou une guerre, la propagande (propagande, publicité, relations publiques, communication, gestion de la perception : cinq dénominations pour une seule et même industrie) est devenue le premier moyen de communication entre les décideurs (politiciens, multinationales, banques, etc.) et le reste de la population.

USA : les pionniers de la propagande en tant que discipline « scientifique » (...)

Pour les gouvernements et au premier chef celui du principal pays capitaliste, les États-Unis, il va s'agir d'harmoniser ces voix et d'étouffer celles qui pourraient les mettre en danger, par exemple celles du Parti communiste, de la gauche populiste ou encore des anarchistes. Pour leur part, les entreprises privées, qui ont découvert depuis les débuts de la presse écrite à quel point la publicité augmente leurs profits, souhaitent les contrôler. Ce qui amènera les uns et les autres, au début du XXe siècle, à recruter des journalistes d'opinion dans le cadre d'une nouvelle discipline, les relations publiques/communication d'entreprise/publicité – autrement dit, la propagande.

« Les origines des relations publiques étaient une réponse à la montée d'une classe ouvrière remuante à la fin du XIXe siècle » — Anne Bernays, romancière et fille d'Edward Bernays.

Bien entendu, ces pionniers de la manipulation de masse ne feront que structurer, codifier et développer quelque chose qui existe déjà, mais ce faisant, ils donneront forme à un secteur indispensable au maintien de l'économie capitaliste. Sans les constantes incitations à la consommation de sa publicité et le soutien quotidien de sa propagande politique, sociale et sociétale, il est en effet probable que l'économie de marché s'effondrerait en quelques semaines.

Ivy Lee, un propagandiste de premier plan crédité de l'invention du communiqué de presse, conseille Rockefeller et à partir de 1929, la corporation de l'Allemagne nazie IG Farben. Il a pour concurrent majeur Edward Bernays, le « père » du business moderne de la communication.

Le 28 octobre 1906, un train de la Pennsylvania Railroad défile à Atlantic City, faisant plus de 50 victimes. Confrontée à la perte brutale de sa crédibilité, la compagnie, une cliente de la toute nouvelle firme de relations publiques du journaliste Ivy Lee, lui demande de redorer son image. Jusque là, les compagnies ferroviaires répondaient à ce type d'accidents en minimisant les faits ou en les occultant, en couvrant les responsables et en refusant de répondre à la presse. Lee choisira la stratégie opposée : d'abord, il demandera à la compagnie d'envoyer une déclaration à la presse, puis il invitera des reporters et des photographes à se rendre sur place dans un train spécialement affrété pour eux. Sur les lieux de l'accident, il tiendra des conférences de presse, distribuera des

fiches d'information et organisera des rencontres et des interviews avec des ingénieurs experts et des cadres de la compagnie. Le public, la presse et les officiels du gouvernement seront unanimement séduits par la bonne foi apparente, le souci de sécurité et la transparence de la Pennsylvania Railroad. Dans les années suivantes, toutes les compagnies de chemin de fer emboîteront le pas aux méthodes d'Ivy Lee, et d'autres secteurs ne tarderont pas à suivre.

En 1914, La Colorado Fuel and Iron Company, une compagnie minière appartenant au milliardaire John D. Rockefeller Jr, fait tirer à balles réelles sur des mineurs grévistes et incendie leurs habitations dans un incident connu sous le nom de massacre de Ludlow.⁵ La réaction outrée de l'opinion publique pousse Rockefeller à recruter Ivy Lee. Avec sa stratégie habituelle de franchise et de bonne volonté apparentes, Lee enverra des communiqués de presse factuels à divers officiels et à des journaux, qu'il couplera à des opérations de séduction : il enverra John D. Rockefeller Jr dialoguer et manger avec les mineurs, danser avec leurs épouses et distribuer des piécettes à leurs enfants. Inconscients de la manipulation, les mineurs, la presse et le public sont encore une fois conquis.

Lee invitera ensuite les entreprises, en tout premier lieu Rockefeller, à entretenir une bonne image auprès du public et des médias en finançant des fondations à but ostensiblement philanthropiques et en opérant leurs propres départements de relations publiques.

La communication d'entreprise est née.

En quelques années, John D. Rockefeller Jr passera de l'image d'un requin sans âme – ce qu'il ne s'était pas caché d'être jusque-là – à celle d'un patron paternel et généreux.

En 1929, Ivy Lee devient conseiller en relations publiques de la corporation IG Farben, avec pour mission de désamorcer les critiques contre l'entreprise nazie aux USA. L'affaire finira mal pour Lee : en 1934, le Congrès lui demande de répondre d'accusations d'antisémitisme et de propagande nazie. Le décès de celui que l'écrivain Upton Sinclair appelait « Poison Ivy » depuis l'affaire du massacre de Ludlow interrompra l'enquête. ⁶

Selon Anne Bernays, Ivy Lee est probablement le vrai « père » des relations publiques. Il était motivé, a-t-elle écrit, par « le caractère divin de la richesse privée et le danger représenté par la foule. » ⁷

Propagande de guerre, propagande de paix : la Première Guerre mondiale de George Creel

La Première Guerre mondiale a été le creuset de tout l'appareil de communication/propagande moderne. En France, en Grande-Bretagne, les axes de la propagande se rejoignent sur une utilisation parallèle d'affiches encourageant au travail patriotique et au soutien de l'effort de guerre, ainsi que de diabolisations similaires de l'ennemi. Mais aux USA, des paramètres différents amèneront le gouvernement à coordonner une opération de propagande d'envergure inédite. Son grand ordonnateur en sera encore un journaliste, George Creel.

Jusqu'en 1917, la population des USA ne manifeste aucun enthousiasme envers cette guerre qu'elle ne considère pas comme la sienne. De plus, la neutralité rapporte bien assez : l'économie des USA a décollé grâce à la vente de produits alimentaires, de coton et de matériel de guerre aux alliés. Mais les événements finiront par forcer la main du président Woodrow Wilson et le 4 avril 1917, les USA déclarent la guerre à l'Allemagne. Reste à convaincre l'opinion publique, qui reste très majoritairement réticente à envoyer ses hommes sur des fronts étrangers.

Le journaliste d'investigation et politicien George Creel sera chargé de créer et de piloter un appareil de propagande de masse, le Committee on Public Information (CPI, également nommé Comité Creel). ⁸ Creel utilisera tous les recours possibles de l'époque : dessinateurs,

photographes, journalistes, publicitaires, chansonniers, stars du muet, conférenciers et une armada de 75 000 hommes et femmes propagandistes de terrain, les dénommés « Four-minute men », qui sillonneront le pays pour haranguer les foules dans les églises, les cinémas entre deux séances, les réunions de loges maçonniques, les salles syndicales, les synagogues, les cours de catéchisme, jusqu'aux camps de bûcherons et aux réserves indiennes. Creel fera en outre composer des chansons patriotiques et organisera des tournées de conférences de héros de guerre français et britanniques. L'opération, un immense succès, fait basculer la population américaine de l'indifférence à la fièvre militariste en quelques mois.

Les techniques de propagande inventées par le Comité Creel, reprises, développées et perfectionnées au cours des décennies suivantes dans l'ensemble du monde occidental, fonderont le business de la fabrication du consentement qui s'installera dans la vie quotidienne des sociétés occidentales après la guerre. Walter Lippmann, les débuts du concept d'interventionnisme humanitaire et le triomphe de l'élitisme

Journaliste de gauche libérale modérée, Walter Lippmann (1889 – 1974), aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands chroniqueurs politiques au monde, rejoint Woodrow Wilson au cours de sa campagne de réélection de 1916. Malgré son pacifisme, les conseillers de Wilson persuaderont Lippmann de collaborer au Comité Creel et de s'engager dans la cause de la guerre. Dans une version progressiste de gauche du « fardeau de l'homme blanc » de Kipling, il la considérera comme un moyen privilégié d'exporter les valeurs libérales (autrement dit, de « civiliser les sauvages »).

Lippmann encouragera d'autres libéraux modérés à rejoindre ses idées. C'est le début des concepts de « guerre humanitaire » et d'exportation des « valeurs démocratiques » par les bombardements.

En 1917, il participe à The Enquiry, un service secret de renseignements voué à l'expansion du modèle démocratique américain dans le monde. A ce jour, les travaux de The Inquiry continuent d'influencer la politique étrangère des USA. 9

En 1922, Lippmann publie Public Opinion, un livre dans lequel il expose ses idées sur ce qu'il nomme la « fabrique du consentement ». Le peuple étant par nature, selon ses vues, « un troupeau irrationnel sans but » et le citoyen lambda un « intrus ignorant qui se mêle de tout », l'opinion publique doit être encadrée par un petit nombre d'administrateurs, d'experts et de politiciens, en d'autres termes une oligarchie. Cette élite d'experts (qui porterait « le fardeau de l'homme savant » ?) compenserait par son savoir la lacune principale des démocraties : le citoyen trop ignare pour voter de façon éclairée ou faire des choix rationnels.

Même si Lippmann, déçu de la tournure des événements, finit par prendre ses distances avec le gouvernement Wilson et par militer contre la Guerre de Corée, son idée d'exportation de « valeurs progressistes et démocratiques » par l'interventionnisme militaire deviendra le socle de la propagande de guerre des USA et de l'OTAN, la « R2P » (« Responsabilité de protéger »).

Walter Lippmann influencera profondément Edward Bernays, « père » du business moderne de la communication.

« La manipulation consciente et intelligente des habitudes organisées et des opinions des masses est un élément important d'une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible constituent un gouvernement invisible qui est le vrai pouvoir régnant de notre pays... Nous sommes gouvernés, nos esprits sont formés, nos goûts dirigés, nos idées suggérées largement par des hommes dont nous n'avons jamais entendu parler. C'est le résultat logique de la façon dont notre société démocratique est organisée. De grands nombres d'êtres humains doivent coopérer de cette façon s'ils veulent vivre ensemble dans une société fonctionnelle harmonieuse...

dans presque chaque acte de notre vie quotidienne, que ce soit dans la sphère politique, dans notre conduite sociale ou notre pensée éthique, nous sommes dominés par un nombre relativement réduit de personnes... qui comprennent les processus mentaux et les schémas sociaux des masses. Ce sont également eux qui tiennent les fils qui contrôlent l'esprit public ». – Edward Bernays, Propaganda, 1928. 10

« Quand je suis revenu aux USA, j'ai décidé que, si on pouvait utiliser de la propagande pour la guerre, on pouvait certainement l'utiliser en temps de paix. Et 'propagande' était devenu un mot négatif, à cause des Allemands. Alors, ce que j'ai fait a été de tenter de trouver un autre mot. Et j'ai fini par trouver 'relations publiques' ». – Edward Bernays, interview. 11

Années 20, la femme libre devient une icône et un stéréotype cinématographique. Une des grandes réussites de la propagande d'Edward Bernays pour l'industrie du tabac à la fin des années 20 : pousser les femmes à fumer au nom de leur émancipation.

Homme de l'ombre quasi inconnu du grand public, Edward Bernays (1891-1995), un neveu de Sigmund Freud, sera baptisé « le père de l'industrie des relations publiques » et influencera les sociétés occidentales dans les mêmes proportions que son illustre oncle. En mercenaire d'un cynisme totalement assumé, il érige la propagande de masse en discipline scientifique, lancera le tabagisme chez les femmes, inspirera l'ensemble du business de la propagande moderne, et travaillera pour la CIA sur la propagande médiatique d'un coup d'État fomenté par les USA.

Bernays déclarera appliquer les découvertes de son oncle à la manipulation des masses, mais ses méthodes n'offrent qu'un rapport de surface avec la psychanalyse. S'il utilise systématiquement le nom de Freud comme carte de visite et caution scientifique, ses techniques proviennent au premier chef du Comité Creel (dont il avait fait partie), de Walter Lipmann, des recherches de Gustave Le Bon (Psychologie des foules, 1895), de Wilfred Trotter (Instincts of the Herd in Peace and War, 1916), ainsi que du nouveau champ des sciences comportementales (ethnologie, sociologie), auxquelles il ajoute quelques notions freudiennes mal digérées sur la sexualité et l'inconscient. Le cocktail s'avérera hautement toxique.

En 1925, la Beech-Nut Packing Company, une entreprise de salaisons, recrute Bernays pour augmenter ses ventes de bacon. Bernays pense à le mettre sur la table matinale des Américains et sollicite par lettre l'avis de 5000 médecins sur le petit-déjeuner idéal. Ils répondent tous en se déclarant favorables à un petit-déjeuner solide à la place du café matinal accompagné d'une tartine ou d'un bol de porridge avalé jusque-là par les Américains (Bernays n'a bien sûr pas mentionné le porc dans sa lettre aux médecins). Leurs réponses, envoyées à la presse américaine avec une note jointe suggérant le bacon, lanceront le petit-déjeuner dit « traditionnellement américain ». Et c'est ainsi qu'à ce jour, les Américains et à leur suite, les Britanniques mangent de salutaires tranches de porc entrelardées de graisse au petit-déjeuner.

Si ce premier gros coup publicitaire de Bernays installe durablement une habitude alimentaire et accroît exponentiellement les bénéfices de l'industrie du porc, ce n'est pas la plus célèbre de ses campagnes.

C'est avec la suivante qu'il forge son image de père fondateur du business de la propagande/publicité : en 1929, pour le compte de l'American Tobacco Company, il lance la mode du tabac chez les femmes au prétexte d'émancipation féminine. La campagne remporte un succès fracassant et double rapidement les ventes de tabac, mais l'histoire ne s'arrête pas là. Le rapport entre cigarette et sexe établi par Bernays sur les conseils d'un psychanalyste new-yorkais (la cigarette serait un « pénis pour les femmes ») pose le premier jalon d'une connivence entre business de la publicité, psychologie de bazar et revendications de libertarisme sexuel qui conduira l'ensemble de la société occidentale, étape par étape, à la révolution sexuelle des années 60, 12 puis à la consommation « libidinale » actuelle (l'achat pour le simple plaisir d'acheter).

Dans un registre plus sombre, en 1954, recruté par une grande compagnie bananière américaine propriétaire de terres agricoles au Guatemala, la United Fruit Co, Bernays travaillera avec la CIA sur la propagande d'un coup d'État contre le président élu du pays, Jacobo Arbenz, un social-démocrate qui réclamait un peu trop de progrès social pour ses paysans au goût des USA. 13 Les pays d'Amérique centrale où des entreprises nord-américaines possédaient des terres arables achetées à bas prix, cultivaient la canne à sucre ou la banane en profitant d'une main-d'oeuvre indigène bon marché et dictaient la loi avec la complicité achetée de dictateurs locaux ont légué au vocabulaire courant la dénomination « république bananière ». L'intervention des USA au Guatemala se soldera par trente-six ans de guerre civile et plus de 250 000 victimes.

En 1939, pour les corporations unies contre le New Deal de Roosevelt (une initiative trop « socialiste » à leur gré), Bernays travaillera à lier les concepts de capitalisme, de liberté et de démocratie dans l'esprit des Américains, une fusion aujourd'hui si achevée qu'aux États-Unis comme en Europe, les trois mots sont devenus rigoureusement synonymes et interchangeables. Et pourtant, ce n'est que de la propagande...

Notes.

6 'Poison Ivy' Lee and propaganda

<http://www.behindthespin.com/features/poison-ivy-lee-and-propaganda>

7 Anne Bernays, commentaire sur Amazon.

https://www.amazon.com/gp/customer-reviews/R2KEQJIHSTMSJY/ref=cm_cr_getr_d_rvw_ttl?ie=UTF8&ASIN=0465061796

8 Manipulating Minds: The War Propaganda Machine <http://www.authentichistory.com/1914-1920/2-homefront/1-propaganda/> 9 <http://www.cfr.org/about/history/cfr/inquiry.html> 10 Le livre en libre téléchargement. En anglais.

<http://www.historyisaweapon.com/defcon1/bernprop.html>

11 Documentaire « The Century of the Self » d'Adam Curtis. Intervention de Bernays dans la première vidéo, à 7:57.

<http://www.entelekheia.fr/century-self-le-siecle-du-moi/>

12 Si le texte « fondateur » de la révolution sexuelle des années 60, le très faussaire Rapport Kinsey (1948) a été financé à l'origine par la très capitaliste Fondation Rockefeller, ce n'est pas un hasard. A la remorque de Bernays et de l'American Tobacco Company, le monde du business était à l'affût des profits à tirer de la psychologie et de la sexualité, d'où une multiplication de recherches brouillonnes dans les deux domaines. En matière de recherches en sexualité, deux noms se sont imposés, Wilhelm Reich et Alfred Kinsey. L'un était psychotique, l'autre escroc.

13 Tueurs d'espoir : 1954, les fruits amers de la CIA au Guatemala

<http://www.entelekheia.fr/tueurs-despoir-fruits-amers-de-cia-guatemala/>

Le 7 décembre 2015

CAUSERIE

Fabriquer de faux prétextes de guerres est même une spécialité très américaine, qui, dès 1845, fut mise en pratique contre le Mexique, dans la politique d'expansion territoriale de Washington. Pour ceux qui ne le savent pas, le Nouveau Mexique, la Californie, le Texas et la Floride, en particulier, étaient, à l'origine, des territoires mexicains. D'ailleurs, des villes, comme Los Angeles, San Francisco, San Diego, San Antonio, ont gardé leur nom espagnol d'origine. De fait, le député Abraham Lincoln, [16e Président US, de 1860 à 1865], fit reconnaître, par le Congrès, «le caractère mensonger de ce casus belli».

En fait, toutes les guerres auxquelles les Etats-Unis ont pris part l'ont été sous de faux prétextes, fabriqués pour ce faire. Nous citerons, dans ce contexte, l'explosion, à la fin du XIXe siècle, de l'"USS Maine" et la guerre contre l'Espagne, à Cuba, le torpillage du Lusitania, pour l'entrée, dans la Première Guerre mondiale, (1914-1918), Pearl Harbor, pour la Seconde, (1939-1945), et le golfe du Tonkin, pour l'embrassement du Nord-Vietnam, (1964).

Le 12 novembre 2013

CAUSERIE

Les banquiers sont des gens heureux ! N'hésitez pas à le faire savoir.

- La guerre fait vendre. Ce ne sont pas les marchands d'armes qui le démentiront et encore moins leurs sous-traitants en tous genres. Celle de 1914-1918 fut une grande boucherie racontée en détail par les lettres des rescapés et les écrivains. Elle fut également, pendant quatre années, une opportunité pour la "réclame" qui, en dépit des circonstances, continua, tant que faire se pouvait, à vendre du rêve en jouant sur la fibre patriotique. "Toute la communication était conçue pour soutenir l'effort de guerre, et l'Etat, qui ne connaissait que l'affichage officiel, invitait surtout la population à donner son or...", explique Alain Weill, expert de l'affiche et critique d'art.

A l'occasion des commémorations du centenaire de la Grande Guerre, les éditions Hoëbeke publient La pub est déclarée ! 1914- 1918, de Didier Daeninckx. Dans ce texte qui raconte la vie d'une dactylo de l'agence Siècle Publicité, toujours à la recherche de slogans qui font vendre, l'écrivain - auteur du Der des ders (Gallimard, 1985), roman adapté ensuite en BD avec Jacques Tardi (Casterman, 1997) - retrace l'épopée de la première guerre mondiale du point de vue de la réclame. Son texte est illustré par de nombreuses publicités de l'époque, qui permettent d'entrevoir ce que furent ces quatre années de guerre à l'arrière.

Unis derrière le drapeau, et dénonçant le boche cause de tous les malheurs, les génies de la réclame ont essayé de vendre tout et n'importe quoi à une population totalement sous-informée.

Au début de la guerre, la réclame est donc très archaïque. Son seul support est la presse écrite, qui constitue alors un véritable pouvoir. Il faut se souvenir qu'au tournant du siècle la presse française comptait plus de 600 quotidiens (dont 90 à Paris entre 1881 et 1914). Elle était la plus lue au monde avec quatre quotidiens (Le Petit Journal, Le Petit Parisien, Le Matin, Le Journal) qui dépassaient chacun le million d'exemplaires.

Dès le commencement des hostilités, la censure sévit : les photographes ont l'interdiction de se rendre sur le front, et toutes les publications doivent présenter le conflit sous un jour optimiste. Quelques journaux choisissent cependant de briser la loi du silence, en privilégiant le reportage. Du coup, leurs récits mettent les réclames en porte-à-faux : difficile, dans ces conditions, de cacher que le conflit fait des millions de morts et de blessés.

Pour continuer de toucher le public et le convaincre de soutenir l'effort de guerre, les publicitaires font alors appel à des illustrateurs de grande qualité comme Francisque Poulbot (1879-1946), Théophile-Alexandre Steinlen (1859-1923) ou Charles Fouqueray (1869-1956). "Avec leur

graphisme très personnel, ils mettaient en scène les orphelins et les réfugiés sur fond de désolation, mais ne montraient surtout pas les horreurs de la guerre", souligne Alain Weill. Jules-Abel Faivre (1867-1945) fera date avec ses affiches en faveur des emprunts de la Défense nationale. Dans L'or combat pour la victoire, un coq gaulois sort d'une pièce d'or, tandis que dans On les aura !, en 1916, un soldat, le regard brillant, part à l'assaut.

Au terme de quatre années de guerre, il a fallu du temps à la réclame pour revendre du rêve et aux journaux pour retrouver leur crédibilité. "Après avoir vendu la guerre, il a fallu vendre la paix", relève Didier Daeninckx. Le Monde 17.10 et mis à jour le 11.11.2013

On ne retiendra qu'une chose, c'est que ces saloperies de journaux aient retrouvé leur crédibilité pour que le capitalisme puisse poursuivre à travers le monde son oeuvre progressiste, généreuse, humaniste... Donc pour le reste rien de changer, ils adorent par dessus tout les catastrophes qui s'abattent sur les peuples, les guerres, la boue, le sang, les cadavres, les scènes de désolation et de massacres, bref, ils sont toujours aussi cyniques et aux ordres, comme Le Monde.

Il y a quelques mois j'ai lu quelque part que l'Allemagne avait proposé à la Grande-Bretagne avant le début des hostilités un plan pour éviter la guerre et les Britanniques l'avaient ignoré car cette guerre faisait leur affaire, je vais essayer de remettre la main dessus.

L'interprétation officielle de cette guerre est évidemment falsifiée ou ne correspond pas à la réalité, un ramassis de mensonges, il est donc de notre devoir de rétablir le contexte économique et politique de l'époque, ainsi que les principaux faits qui le démontrent.

Pour présenter les faits comme cela les arrangeait, ils ont eu recours au non-dit essentiellement, ils ont fait disparaître littéralement les événements qui contredisaient leur version dès lors qu'on les mettait en perspective, du coup tous les rapports entre les différents belligérants étaient faussés, il ne leur restait plus qu'à écrire l'histoire à leur façon et à la graver dans le marbre des manuels scolaires notamment. On s'occupera parallèlement du PS ou SFIO.

Troisième partie.

Et pour cause : Les chefs de guerre ce sont eux!

- A Paris, un Forum sur la paix où l'on parle peu de la guerre - AFP 12 novembre 2018

AFP - A mi-chemin entre Davos et la COP21, Emmanuel Macron a voulu réunir chefs d'Etat et société civile à l'occasion du Forum de Paris sur la paix. Une initiative plutôt applaudie, qui assume de laisser sur la touche certains conflits actuels.

LVOG - Le Forum sur la paix initié et financé par l'oligarchie (GAFA) ou le Davos de la guerre contre tous les peuples. Qu'ils applaudissent les chefs de guerre, c'est la moindre des choses, surtout quand ils ne parlent que de la paix.

AFP - Dans la grande halle de la Villette, dans le nord de la capitale française, une centaine d'associations ou d'entreprises présentent jusqu'à mardi des initiatives pour améliorer la "gouvernance mondiale".

LVOG - La collaboration de classe est indispensable pour que la gouvernance mondiale se mette en place. A ceci près que ces associations n'ont absolument aucune légitimité pour représenter les peuples qui seraient hostiles à ce qui se tramant dans leur dos ou ce dont ils ignorent.

AFP - "C'est un lien qu'on essaie d'établir depuis 18 mois et là, le président est venu et nous a demandé de quel soutien nous avons besoin. Ce genre de forum a rendu la rencontre possible",

se réjouit Angela Yoder-Maina, directrice de Green String Environment, une ONG partenaire du projet.

LVOG - Les candidats à cette imposture se bousculent pour obtenir des financements de l'oligarchie.

AFP - "C'est une double interpellation, à la fois très politique et par les porteurs d'initiatives très concrètes", souligne Rémy Rioux, directeur de l'Agence française de développement (AFD), partenaire de l'évènement.

LVOG - Qui doutait que c'était une opération politique ?

AFP - Si les chefs d'Etat n'ont passé que quelques heures sur place dimanche, le temps d'écouter Emmanuel Macron et Angela Merkel plaider pour le multilatéralisme, le forum se poursuit autour de plusieurs tables rondes sur des thèmes comme la cybersécurité, l'immigration et la guerre commerciale.

LVOG - Tous les thèmes qui étaient à l'ordre du jour de la dernière réunion annuelle du groupe Bilderberg, sans doute une coïncidence.

AFP - "Arriver à rassembler autant de chefs d'Etat sur une thématique de paix, sur un plan symbolique, dans une période de grande tension, je trouve que c'est important", note Pierre Servent, spécialiste des questions de défense et auteur du livre "Cinquante nuances de guerre".

"Il y a une partie où il y a des beaux discours, de l'affichage qui a du sens mais qui ne débouche sur rien de concret. Mais ensuite il y a des ateliers qui sont utiles pour que les experts se rencontrent et approfondissent des discussions", poursuit-il.

LVOG - L'essentiel, c'est comment va se déployer la machine infernale destinée à fabriquer le consentement des peuples à leur entreprise sordide et criminelle.

AFP - Si le caractère symbolique de la manifestation a été quasi unanimement salué, plusieurs observateurs regrettent que l'accent n'ait pas été davantage mis sur les conflits en cours.

LVOG - Pure hypocrisie comme on va le voir plus loin.

AFP - "Cela a du sens de se réunir, de discuter des enjeux de la planète et de pouvoir connecter des mondes qui ne se connectent pas facilement. Mais les sujets qui fâchent, le Yémen, la Syrie, les grandes crises humanitaires oubliées ne sont pas à l'ordre du jour", regrette Florent Geel, directeur Afrique pour la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH).

LVOG - Ce que regrette cet agent de l'oligarchie, c'est que les peuples ne soient pas davantage impliqués dans le soutien à ces guerres, puisque lui il accepte de s'asseoir à la table de ceux qui les ont fomentées et de discutées amicalement avec eux. Il va le confirmer immédiatement.

AFP - "La diplomatie, ce n'est pas simplement des projets, c'est une vision globale. Or aujourd'hui, ce forum n'est pas une étape sur un chemin d'un projet plus politique", dit-il, déplorant notamment l'absence de déclaration finale à l'issue de l'évènement.

LVOG - Il semble ne pas avoir bien compris que ce Forum s'inscrivait dans une perspective déterminée qui n'avait pas vocation à laisser place à différente interprétation politique ou la question de savoir de quelle manière une "vision globale" devrait se concrétiser ne se posait pas, puisque la politique telle que l'a conçue l'oligarchie se réduit à un régime totalitaire ou d'une certaine manière la politique aurait disparu, donc il n'y avait pas de place pour discuter ou négocier

un quelconque projet que les participants à cette manifestation étaient priés d'adopter ou de rejeter.

AFP - Un choix assumé par Justin Vaïsse, président de l'événement.

"Ce n'est pas un forum géopolitique, cela porte sur la gouvernance mondiale, pas sur la culture de la paix ou les efforts diplomatiques. Pour ça, il y a d'autres endroits comme l'ONU. On exclut tous les cas régionaux, on a fait ce choix éditorial", justifie t-il à l'AFP.

LVOG - Justin Vaïsse a lâché le morceau, il s'agissait juste de légitimer la gouvernance mondiale un point c'est tout.

AFP - "On met sur l'agenda des leaders le fait que chaque année, on va parler ici du multilatéralisme, des intérêts collectifs", poursuit-il.

LVOG - Les intérêts collectifs de l'oligarchie. Le multilatéralisme servirait uniquement à dénoncer les brebis galeuses qui résisteraient à l'instauration de cette gouvernance mondiale, de manière à les isoler et à se coaliser pour mieux les combattre ou les renverser.

AFP - "Les populations directement concernées ne sont pas forcément là. Mais le forum est un outil pour remettre la paix à l'honneur, or il y a trop peu d'occasions comme celle-là", concède Pauline Chetcuti, d'Action contre la faim.

LVOG - Que "les populations directement concernées" soient exclues est normal, puisque ce sont elles qu'ils se destinent à soumettre à leur talon de fer. Autrement dit, cette manifestation ainsi que leurs participants n'avaient aucune légitimité.

AFP - Mardi, en clôture du forum, plusieurs projets seront sélectionnés et bénéficieront d'un "accompagnement spécial" jusqu'en 2019, où une nouvelle édition de l'évènement est déjà prévue.
AFP12 novembre 2018

En complément.

- Les destructeurs de la Libye, maintenant « pour la Libye » par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 13.11.

www.voltairenet.org/article203879.html

Yémen. Le dernier génocide fomenté avec l'aval de l'ONU.

- L'historien Isa Blumi de l'université de Stockholm écrit : « La guerre contre le Yémen aujourd'hui est un exemple brutal de la façon dont l'expansion des intérêts capitalistes mondiaux détruit les nations. Cela prend d'abord la forme du néo-libéralisme (souvent innocemment qualifié de mondialisation) et ensuite, au moment où commence l'inévitable effondrement structurel du pays ciblé (avec son inévitable résistance populaire qui mine l'ordre politique), on passe à une forme plus directe de violence. La guerre contre le Yémen a pris la forme la plus violente qui soit. Le pays est totalement assiégé dans l'intention évidente de provoquer une famine qui tuera la population résistante. Les pays attaquants, les États-Unis, l'Arabie saoudite, la Grande-Bretagne et les Émirats arabes unis, avaient prévu de s'emparer des ressources du Yémen, mais leur guerre d'agression piétine. Ils font maintenant les premiers pas pour y mettre fin... »

Entre le printemps 2015 et juillet 2017, la coalition américano-saoudienne a effectué plus de 90 000 raids aériens sur le Yémen. La plupart d'entre eux se sont accompagnés de bombardements

extrêmement meurtriers. Faut-il croire que seulement 10 000 civils ont été tués par toutes ces bombes sans compter l'artillerie lourde, les tireurs d'élite et les attentats suicides ?

Ce décompte est organiquement contradictoire avec les opérations de masse mieux rapportées par les médias arabes pendant la guerre. Selon les meilleurs experts militaires, un chiffre oscillant entre 150 et 200 000 civils morts est bien plus vraisemblable...

Le centre de recherche Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), associé à l'Université du Sussex, estime que depuis le début de la guerre saoudienne – en mars 2015 – 70 000 à 80 000 personnes ont été tuées au combat. Cette estimation partielle se fonde sur les décès répertoriés à la suite des combats enregistrés par les observateurs internationaux. En décembre 2017, l'ONG Save the Children a évalué que plus de 50 000 enfants étaient morts de faim et/ou emportés par une épidémie de choléra dévastatrice. La famine n'a fait qu'augmenter depuis lors. D'ici la fin de l'année, 50 000 autres enfants seront morts. Le nombre total de victimes causées par la guerre et le blocus depuis mars 2015 a donc probablement dépassé la barre des 200 000.

Guerre, famine et épidémies ont causé non seulement un nombre énorme de victimes, mais aussi d'immenses destructions : les bombardements des Émirats arabes unis et d'Arabie saoudite ont détruit au moins 421 911 maisons, 930 mosquées, 888 écoles, 327 hôpitaux et infrastructures de santé, ainsi que 38 centres de médias, tout en mettant un terme au fonctionnement de 4 500 écoles et en obligeant plus de 4 millions de personnes à fuir.

Les Saoudiens dépensent environ 200 millions de dollars par jour leur guerre contre le Yémen. La somme qu'ils ont promise cette année à l'ONU pour l'aide humanitaire au Yémen correspond à moins de 5 jours d'engagement militaire, autant dire une mauvaise plaisanterie...

Dans tous les cas de figures, la guerre saoudienne contre le Yémen a échoué. La troisième attaque des Émirats arabes unis contre le port de Hodeïda a été repoussée alors que les attaques des Houthis en Arabie Saoudite se poursuivent et s'intensifient. Leurs forces continuent à améliorer leurs capacités opérationnelles. Il y a quelques jours, ils ont équipé un nouveau missile d'une portée de 150 kilomètres et d'une précision impressionnante de 3 mètres. Après la Syrie, Washington, Tel-Aviv et leurs supplétifs européens subissent – au sud de la péninsule arabique – un nouveau revers cinglant qui était parfaitement prévisible !

En définitive, la scie à métaux saoudienne révèle crûment ce que les observateurs des Proche et Moyen-Orient savent depuis bien longtemps : l'Arabie saoudite est l'une des dictatures les plus effroyables de la planète. Mais elle est protégée par le Pacte du Quincy – signé entre le roi Ibn Séoud et le président américain Franklin Roosevelt le 13 février 1945 : pétrole contre protection... pour 60 ans. En 2005, George W. Bush a renouvelé ce pacte du diable pour 60 nouvelles années sans que ce marchandage ne mérite une seule ligne dans la presse parisienne.

Comme l'écrit encore Isa Blumi : « depuis plus d'un siècle, les Yéménites résistent à une machine capitaliste mondiale qui menace aujourd'hui de tomber en panne. Ironiquement, c'est le Yémen qui a appris aux élites ottomanes les limites du gouvernement moderne. (Source : Proche & Moyen-Orient, Richard Labévière, 05-11-2018)

Ils furent Charlie, ils sont Khashoggi!

- Khashoggi, connu pour ses articles critiques envers le prince héritier saoudien Mohammed ben Salman - Reuters 13.11

La fabrication du consentement fonctionne partout, y compris au sein du mouvement ouvrier, jusque dans les moindres détails ou là où on ne l'attendait pas, ce qui témoigne un machiavélisme consommé.

Par exemple, feu le journaliste saoudien Khashoggi fut présenté complaisamment par les médias dominants et le POID par exemple comme un "opposant", sans qu'on sache précisément à quoi ou pourquoi. Non, on ne vous fournira pas ces explications, car ce titre honorable suffit à imaginer toutes les vertus ou valeurs progressistes ou humanistes qui doivent animer celui ou celle à qui il est décerné, dont on ne mettra pas en doute les bonnes intentions envers les opprimés.

On va donc combler cette regrettable "lacune". Khashoggi était un membre ou un sympathisant de la Confrérie des Frères musulmans comme son ami Erdogan, le monarque du Qatar, les prêcheurs saoudiens ou encore les dirigeants d'Al-Qaïda qui ont fondé une myriade d'organisations criminelles...

Quelques précisions sur cette confrérie politique et son idéologie.

- Les Frères musulmans ne sont pas un groupe religieux, mais une confrérie politique. Ils sont organisés sur le modèle des loges maçonniques européennes que plusieurs de leurs fondateurs ont fréquentées. Leurs membres militent au sein de divers partis politiques publics et groupes jihadistes. La totalité sans exception des chefs jihadistes, d'Oussama Ben Laden à Abou Bakr al-Baghdadi, sont des membres ou d'anciens membres de la Confrérie.

L'idéologie des Frères musulmans divise les actes en deux : ceux qui, selon elle, sont autorisés par Dieu et ceux qui sont interdits par Lui [4]. Consécutivement, elle divise le monde en deux : les serviteurs et les ennemis de Dieu. Enfin, elle magnifie ceux qui suivent sa conception des actes autorisés par Dieu et encourage à massacrer les autres.

Cette idéologie est professée par les prêcheurs saoudiens (même s'ils condamnent aujourd'hui la Confrérie et lui préfèrent la famille royale), ainsi que par les gouvernements turc et qatari. Elle est non seulement à l'œuvre dans la guerre en Syrie, mais également dans tous les attentats jihadistes commis partout dans le monde. (Syrie : la paix suppose la condamnation internationale de l'idéologie des Frères musulmans - Réseau Voltaire 6 novembre 2018)

Note.

[4] Ma'alim fi tarîq, Sayyid Qutb, 1964. Version française : Jalons sur la route de l'islam, Sayyid Qutb, Ar-Rissala.

LVOG - Les précédents en matière de désinformation pullulent, il en existe au moins un autre concernant les Frères musulmans, dont le siège est à Londres si je ne dis pas de bêtise.

C'est la Confrérie des Frères musulmans qui sera à l'origine des émeutes armées déclenchées à Dehra en Syrie en 1982, et qui seront réprimés par Hafez el-Assad faisant quelque 10.000 morts. La totalité des médias dominants et des dirigeants des puissances impérialistes occidentales, ainsi que l'ensemble du mouvement ouvrier en France, les transformeront en massacres d'innocents civils syriens manifestant pacifiquement commis par un horrible dictateur, dans le but que tous les peuples adhèrent à leur version falsifiée des faits, afin d'isoler et affaiblir Assad face à Israël.

Donc le traitement de cet événement par tous ces braves gens devait servir uniquement à soutenir Israël, donc la politique de l'impérialisme américain dans la région, tandis qu'ils prétendent combattre au côté du peuple palestinien contre l'Etat sioniste !

Il y a cela 36 ans, et au cours des 7 dernières années ils ont reproduit le même discours dans leurs publications, je l'ai lu notamment dans Informations ouvrières avant la scission du POI.

Des lecteurs doivent se demander pourquoi ils falsifient ainsi les faits. Pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, je parle des dirigeants corrompus des partis ouvriers qui savent pertinemment

ce qu'ils font. Eux, ce ne sont que des vulgaires manipulateurs, des escrocs si vous préférez, tandis que les militants croient sincèrement combattre au côté des exploités et des opprimés sans imaginer un seul instant qu'ils pourraient être victimes d'une épouvantable manipulation destinée uniquement à servir d'autres intérêts ou les intérêts individuels de leurs dirigeants.

Les Frères musulmans et leur horrible idéologie sont l'équivalent des nazis, on a pu largement le vérifier depuis 7 ans avec les multiples massacres d'innocents qu'ils ont commis en Syrie, en Irak, en Libye, etc., hommes, femmes, vieillards, enfants, égorgés, crucifiés, décapités, éventrés, coupés en morceaux, enterrés vivants, jetés du haut d'immeubles, etc. donc confronté à des provocations armées et des assassinats de militaires, de policiers et de manifestants civils pacifiques, n'importe quel gouvernement dans le monde quel que soit le régime en place serait légitime pour les réprimer féroceement ou les exterminer, on ne pourrait pas lui reprocher.

Cela ne poserait aucun problème si on s'en tenait strictement aux faits, à la vérité, car personne n'oserait blâmer ces gouvernements de recourir à une telle violence face à de tels barbares ou à une pareille menace de guerre civile, dont les peuples seraient la principale victime, et non ceux qui les gouvernent et qui seraient à l'abri, qui finalement en tireraient profit.

Sauf que lorsqu'on s'écarte des faits et qu'on a caractérisé au préalable de boucher celui qui réprime ces barbares, on ne peut plus lui attribuer la moindre légitimité, on est obligé de déformer les faits encore et encore, quitte à faire le jeu de ces monstres de cruauté. C'est en tout cas le rôle détestable qu'ont décidé d'endosser les dirigeants du mouvement ouvrier, des multirécidivistes en la matière il faut préciser.

J'ignore si vous avez conscience de la signification politique de cet épisode abominable parmi tant d'autres, personnellement, il confirme qu'aucun des partis ouvriers existant de nos jours, aucun de leurs dirigeants ne mérite la moindre confiance ou de diriger le mouvement ouvrier, qui doit être refondé de fond en comble sur des bases saines, des analyses qui correspondent à la réalité.

Et dire qu'il y en a encore parmi nous pour découvrir soudainement que les médias, les gouvernements et les dirigeants du mouvement ouvrier les manipuleraient, incroyable mais vrai, hélas !

On peut comprendre que des dirigeants commettent des erreurs, nous en faisons tous, c'est inévitable, on doit les corriger publiquement dès qu'on en a conscience, et s'excuser auprès des militants et des travailleurs, c'est la moindre des choses. Mais on ne peut pas admettre qu'ils recourent délibérément à de tels procédés pour nous tromper, car le plus grave et qui est pour le coup inexcusable, c'est qu'ils se servent des militants pour défendre une toute autre cause que celle pour laquelle ils se battent loyalement, si on se laisse aller, on dirait que c'est franchement dégueulasse et mérite une sanction immédiate.

Vous croyez combattre au côté d'un peuple opprimé un tyran, un despote, un boucher, et en fait vous rendez service à Israël qui est un des pires régimes tyranniques de la planète avec les Etats-Unis, cela doit être terrible pour un militant quand il en prend conscience. Nombreux sont ceux qui refusent malheureusement de l'admettre, qui préfèrent ne rien avoir lu ou entendu. Nous leur disons : Réfléchissez bien, prenez le temps de réfléchir tranquillement, l'attitude qui consiste à refuser d'admettre les faits, est le meilleur service que vous pouvez rendre aux imposteurs qui parlent en notre nom, aux exploités et aux oppresseurs des peuples, en quoi cela aurait-il un rapport avec votre engagement politique ou vos convictions ?

Rien ni personne d'honnête ne peut justifier de telles pratiques, alors ne vous compromettez pas en les laissant se perpétuer plus longtemps par votre silence ou votre indifférence, dressez-vous pour vous y opposer et vous grandirez en dignité, vos convictions s'en trouveront renforcer et vous

trouvez la force, le courage, les moyens ou la voie pour continuer le combat pour notre juste cause, celle du socialisme.

On ne peut pas lutter à la fois pour la vérité et s'enfoncer toujours plus profondément dans le mensonge ou l'imposture, à un moment donné il faut choisir, c'est une question de vie ou de mort, politique dans un premier temps, le reste suivra si vous ne réagissez pas à temps.

En complément, une réflexion de deux internautes.

1- "C'est pour cela que je n'ai pas cru au « Printemps arabe » en 2011. Cette contestation n'a touché que des régimes républicains (Tunisie, Égypte, Yémen, Libye, Syrie), comme l'avait noté le professeur Naba, et aucune pétromonarchie."

2- "Sisi (si je peux dire), les révolutions printanières arabes ont "touché" les pétromonarchies. C'est à dire que des quidams ont cru que leur vie méritait mieux et l'ont fait savoir dans la rue. Au Bahreïn et en Arabie saoudite même. Cela a été écrabouillé dans le sang en deux coups de cuillère à pot et dans le silence forcené de l'Occident. A Bahreïn personne n'a vu les blindés saoudiens faire irruption, ni les coups de fusil à pompe vers la foule, ni les protestataires ratiboisés. En Arabie on a mis ça sur le compte de l'Iran. Mais comme l'Iran n'offrait pas de support contrairement aux Saoudiens supportant les agités syriens, en quelques dizaines de morts et quartiers rasés cela s'est terminé.

Sans parler de la guerre civile yéménite. Si les houtis ont remporté des succès au début au point de se présenter comme le gouvernement légitime contre des rebelles pro saoudiens (tiens c'est la vision contraire ici on dit que ce sont eux les rebelles), c'est qu'ils ont eu un support populaire plus large que leur base "communautaire" initiale. Bref partout "la rue" voulait du changement. Mais vous avez parfaitement raison de dire que les "révolutions de couleur" (modélées, organisées et financées de l'extérieur) qu'on a eues les printemps arabes ont fait partie d'un agenda visant à casser les états pseudo-laïcs.

Pour terminer rappelons que le Qatar n'a pas fait qu'employer Al Jazeera mais carrément des forces spéciales."

Dans l'actualité.

Pourquoi s'acharnent-ils sur Trump ?

- Près de 57% des Français jugent les mesures protectionnistes du président américain positives pour l'emploi, selon un sondage Odoxa Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro, publié jeudi 8 novembre. franceinfo, 09 novembre 2018

Depuis l'élection de Trump, Wall Street a grimpé de 40%, c'est ce que j'ai lu dans un article de presse...

C'est dans l'ordre des choses !

- Face à Trump, Macron est soutenu à gauche, pas à droite - Le HuffPost 13.11

Garde-à-vous !

- Ferrand demande aux députés de mieux se tenir pendant les QAG - Le HuffPost

Tenue, téléphone, pancartes et encore conversations... Le HuffPost

QAG : Questions au gouvernement. Normal tout le monde se fout de ce que peuvent raconter les ministres, ce sont des pantins, les décisions sont prises ailleurs !

Il n'est ni "vassal" ni "allié", c'est juste un porte-voix du clan le plus radical de l'oligarchie.

- Macron à Trump : «Etre allié, ce n'est pas être vassal» - Liberation.fr 14.11

Mission impossible : Dégagez tous !

- Macron reconnaît ne pas avoir réussi "à réconcilier le peuple français avec ses dirigeants" - AFP 15 novembre 2018

Considérer c'est entendre quand les gens se plaignent, pour les amener dans cette transformation. Mais les respecter", a ajouté M. Macron

Interpellé le 4 octobre à Colombey-les-Deux-Églises (Haute-Marne) par une retraitée sur sa faible pension, puis par une autre sur la limitation de vitesse à 80km/h, M. Macron avait par exemple cité le général de Gaulle qui disait: "Vous pouvez parler très librement, la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre". "Le pays se tiendrait autrement s'il était comme ça", avait-il ajouté. (Moi, Macron, est-ce que je me plains, non, alors vous devez en faire autant, c'est le seul droit que je vous accorde, quelle prétention exorbitante ! - LVOG)

"Cette réconciliation entre la base et le sommet, je considère que je n'ai pas réussi à le faire, et c'est pour moi au coeur de ce qui m'attend dans les mois à venir (...) C'est un vaste programme, mais il requiert la mobilisation de toute la nation", a conclu M. Macron sur TF1. (Vous avez bien lu, on est bien en présence d'un psychopathe : Toute la nation devrait se mobiliser pour sceller la "réconciliation entre la base et le sommet" qu'il incarne, c'est le discours qui caractérise un despote ! - LVOG)

« Je n'ai pas réussi à réconcilier le peuple français avec ses dirigeants. Ce divorce, on le voit dans toutes les démocraties occidentales, et il m'inquiète. » AFP 15 novembre 2018

Totalitarisme. La censure, c'est la liberté d'expression.

- Des fonctionnaires français censureront Facebook de l'intérieur - Réseau Voltaire 13 novembre 2018

La société Facebook a accepté de faire entrer des fonctionnaires français dans sa cellule de censure, a annoncé le président français, Emmanuel Macron.

Cette annonce a été à l'occasion du Forum international sur la gouvernance de l'Internet, le 12 novembre 2018, à l'Unesco (Paris). La durée de cet engagement est de six mois.

Le fait que la censure du Net puisse être contrôlée par un gouvernement au sein même d'une plateforme pose de multiples questions en matière de libertés publiques.

Facebook France est dirigé par Laurent Solly, ancien chef de cabinet de Nicolas Sarkozy, puis n°2 de la chaîne de télévision privée TF1. Il est l'époux de Caroline Roux, journaliste vedette de la chaîne de télévision publique France2.

À l'international, le directeur des relations publiques de Facebook est le libéral-démocrate Nick Clegg. Il fut adjoint du Premier ministre britannique David Cameron. Réseau Voltaire 13 novembre 2018

Appel à la délation.

- Pic de signalements des actes antisémites : Philippe lance l'alerte - Liberation.fr

Dans un post Facebook, le Premier ministre a annoncé vendredi une hausse de 69 % des signalements d'actes et menaces visant les juifs depuis janvier.

- Wauquiez appelle à "combattre sans relâche" l'antisémitisme, alimenté par "la radicalisation islamiste" - AFP

- Injures antisémites: Braun-Pivet (LREM) dénonce "l'absence de coopération" de Twitter - AFP

Comment ils instrumentalisent l'évolution de l'homme et de la société pour briser les cultures qui restent ancrées dans la mémoire des peuples, afin qu'ils adhèrent à la gouvernance mondiale.

Fanatisme, hystérie, individualisme débridé, mégalomanie ou mythomanie aggravée, tyrannie, décadence, perversion, pornographie, ... et obsession sexuelle assumée.

- Micheline, 75 ans, assistante sociale à la retraite «Ses yeux, ses rides, tout son corps me donne envie d'elle» - Liberation.fr 13.11

«Avec ma nouvelle compagne ? Evidemment qu'on fait l'amour ! J'ai une peau, j'ai une bouche, j'ai des seins, j'ai un sexe et je suis toujours vivante... Liberation.fr 13.11

- Sexe Vieux comme Eros - Liberation.fr 13.11

On peut être senior et épanoui au lit : c'est ce que clame une campagne qui circule sur les réseaux sociaux. Derrière ce kamasutra du troisième âge, Francis Carrier, créateur de la Grey Pride, une association qui met en lumière les vieux LGBT et tous les autres...Liberation.fr 13.11

- Sophie, 61 ans, enseignante en retraite «Je ne me vois pas poursuivre ma vie sans orgasmes» - Liberation.fr 13.11

«Senior, oui, aînée... je n'y suis pas encore, mais il me semble important de lever le tabou sur la sexualité des vieux... Liberation.fr 13.11

- En novembre, on ne s'astique pas le membre - Liberation.fr 09.11

Voilà la seconde édition du dernier challenge masculin en date sur les réseaux, le mouvement No Nut November. L'objectif : ne pas éjaculer pendant un mois. Liberation.fr 09.11

En complément.

- Pédophilie dans l'Eglise : un grand serviteur de l'Etat pour présider la commission indépendante - Liberation.fr 13.11

Annoncée lors de l'assemblée des évêques à Lourdes, la commission indépendante chargée de faire la lumière sur les cas de pédophilie dans l'Eglise sera présidée par Jean-Marc Sauvé, vice-président honoraire du Conseil d'Etat.

Des affaires de pédophilie ils en existent bien ailleurs, au PS par exemple, elles ont toutes été étouffées... S'attaquer à la culture et aux croyances des peuples pour mieux briser leur résistance

à la gouvernance mondiale, c'est le sens de ce harcèlement permanent contre l'Eglise qui visent les croyants...

Parole d'internaute.

- "Avez-vous remarqué que la seule discrimination dont on ne parle jamais est la discrimination sociale, qui frappe indifféremment selon le sexe, la couleur de la peau ou la religion et ceci pour la simple raison que celui qui l'a subit est né au mauvais endroit ? C'est sans doute parce que de toutes les discriminations c'est la plus implacable que l'on oublie même de défendre ceux qui en sont victimes."

LVOG - Vous l'avez remarqué aussi, bravo !

Et tous ceux qui mêlent leurs voix aux campagnes contre les discriminations initiées par l'oligarchie ou leurs porte-parole ne font que la soutenir contre ceux qui sont victimes de la discrimination sociale dont elle est à l'origine. C'est leur manière à eux de neutraliser ainsi toute opposition à l'oligarchie.

Ils osent tout ou la fabrique du consentement tourne à plein régime tout azimut.

- Aung San Suu Kyi déchue du prix d'"ambassadrice de conscience" par Amnesty International - Franceinfo

- L'opposant Navalny empêché de quitter la Russie pour Strasbourg - AFP

Merde, voilà qu'il est arrivé à Strasbourg ! A la place de Poutine, je ne lui permettrais pas de rentrer en Russie !

- A la barre, Serebrennikov subit la piètre mise en scène du Kremlin - Liberation.fr

- USA/Enquête russe: Whitaker va vérifier s'il doit se récuser - Reuters

- La Corée du Nord a caché des bases de missiles selon une étude américaine, Séoul dément - Le HuffPost

Fake news reproduit par Le HuffPost notamment. La preuve :

- Encore des reportages trompeurs dans les médias étatsuniens par Moon of Alabama – Le 12 novembre 2018 - Article publié par Le Saker Francophone.

Le New York Times ment à ses lecteurs au sujet des actions d'un État pris dans son collimateur...

Il n'y a pas de tromperie nord-coréenne. Le pays a accepté de démanteler un site d'essai de missiles, et non un "site de lancement" opérationnel, et il a accepté un moratoire sur les essais nucléaires et balistiques. Il ne s'est jamais engagé à arrêter la production ou le déploiement de missiles. (....)

Début 2018, Kim Jong-un a de nouveau donné l'ordre publiquement d'accroître la production de missiles balistiques. Ce ne sont pas des paroles en l'air. En juillet 2018, l'expansion d'une usine de missiles connue était visible sur les images satellitaires accessibles au public.

Le magazine Foreign Affairs faisait alors remarquer qu'il s'agissait de mesures légitimes et non de tromperies :

Cette activité ne suggère pas que Kim soit menteur ou qu'il "triche". Il n'a jamais promis de cesser de produire des armes nucléaires ou des missiles balistiques. En fait, bien au contraire. Dans son discours du Nouvel An 2018, Kim a ordonné au "secteur de la recherche sur les armes nucléaires et l'industrie des fusées" de Corée du Nord de "produire en masse des ogives nucléaires et des missiles balistiques". Il est clair maintenant que Kim tiens ses engagements. Moon of Alabama

- Italie : le M5S en guerre contre les journaux - LePoint.fr

Luigi Di Maio veut punir « les chacals de l'information » qui complotent contre le gouvernement et Berlusconi se transforme en paladin de la liberté de la presse.

- Au Texas, les écoliers vont finalement étudier le parcours de Hillary Clinton - Le HuffPost

Les cinq millions d'élèves des écoles publiques au Texas devraient finalement étudier le parcours de Hillary Clinton, ont rapporté des médias américains, mercredi 14 novembre. Le HuffPost

Un cours sur une barbare...

L'AFP ou la voix du FMI exulte une fois de plus.

- Argentine: le budget d'austérité approuvé, engagement tenu avec le FMI - AFP 15.11

Le parlement argentin a approuvé jeudi le budget 2019 comprenant des coupes drastiques pour revenir à l'équilibre budgétaire, un engagement pris par le gouvernement devant le FMI quand il a négocié un prêt de 56 milliards de dollars pour relancer la troisième économie d'Amérique latine...AFP 15.11

France. Syndicalisme (C'est un grand mot !).

- 3 candidats à la tête de FO pour succéder à Pascal Pavageau - Le HuffPost 06.11 vTrois candidats vont s'affronter à la fin du mois pour succéder à Pascal Pavageau à la tête de Force ouvrière, une première dans l'histoire de ce syndicat, a-t-on appris lundi 5 novembre au soir auprès de la direction.

Patrice Clos, 53 ans, secrétaire national des transports et de la logistique de Force ouvrière, avait été le premier candidat à se déclarer. Par ses prises de position au cours des dernières années, il se rapproche de la ligne dure de FO, comme Pascal Pavageau.

Il affrontera Christian Grolier, 52 ans, secrétaire général de FO Fonction publique, décrit par certaines sources internes comme proche du courant trotskiste au sein de FO, et Yves Veyrier, 60 ans, un membre du bureau confédéral et proche du prédécesseur de Pascal Pavageau, Jean-Claude Mailly.

Une première dans l'histoire de Force ouvrière

Les cadres de FO avaient jusqu'à mardi 6 novembre pour se porter candidats à la tête du troisième syndicat français, sans numéro un depuis la démission de Pascal Pavageau le 17 octobre, moins de six mois après son élection, à la suite de la révélation de l'existence d'un fichier controversé sur ses dirigeants, réalisé par des proches de Pascal Pavageau.

Dans ce fichier, révélé le 10 octobre par Le Canard enchaîné, des cadres de FO étaient affublés de qualificatifs comme "niais", "franc-maçon" ou encore "trop intelligent pour entrer au bureau confédéral". La direction de FO a décidé la semaine dernière de porter plainte pour "constitution de fichier".

Depuis la démission de Pascal Pavageau, le Bureau confédéral, composé d'une dizaine de membres, dirige la confédération. L'élection du nouveau secrétaire général de FO est prévue lors de la prochaine réunion du comité confédéral national, le "parlement" du syndicat, le 21 novembre.

Dans l'histoire de FO, qui vient de fêter ses 70 ans, il y a rarement eu plus d'un candidat à la tête du syndicat, mais ils n'ont jamais été plus de deux. En 1989, Marc Blondel (numéro un de FO de 1989 à 2014) l'avait emporté devant Claude Pitous à une courte majorité. Quinze ans plus tard, Jean-Claude Mailly avait également eu un challenger en la personne de Jean-Claude Mallet, qui avait finalement renoncé à se présenter à la dernière minute. Le HuffPost 06.11

- Force ouvrière fait les frais de ses notes - Libération 12 novembre 2018

«Le Parisien» a révélé lundi que certains dirigeants et cadres du syndicat ont dépensé de grosses sommes en hôtels, loyers et avions, tout en touchant d'importants salaires et primes.

Les affaires ne s'arrangent pas pour Force ouvrière. Le syndicat, qui doit élire son nouveau secrétaire confédéral le 21 novembre après la démission de Pascal Pavageau fin octobre, a subi 635 182 euros de pertes en 2017, a révélé lundi le Parisien. Et ce, alors que la confédération avait enregistré un excédent de 1,1 million d'euros en 2016, selon ses comptes certifiés... Dans ce contexte de turbulences au sommet, le quotidien révèle notamment que certains cadres de FO ont eu recours à des notes de frais dispendieuses au cours des dernières années. L'an passé, les treize membres du bureau confédéral du syndicat ont dépensé, à eux seuls, pour 388 000 euros de frais professionnels en 2017. Soit 29 898 euros en moyenne par tête... Ce qui fait relativement désordre au moment où les comptes de la centrale sont dans le rouge.

Facture. Ici, une cadre qui, en 2015, a présenté une ardoise de 60 440 euros pour un an, dont la moitié dépensée en billets d'avion Air France. Là, huit membres du bureau qui, n'habitant pas Paris, se sont fait rembourser jusqu'à 1 800 euros de loyers par mois dans la capitale. D'autres ont été plus dépensiers en hôtels, louant notamment des chambres dans un deux-étoiles situé à deux pas du siège de FO, le Transcontinental. En 2015, un secrétaire fédéral y a dépensé 7 570 euros.

Parmi les plus dépensiers : Pascal Pavageau lui-même. Il totaliserait, selon les chiffres donnés par le quotidien, 50 836,05 euros de frais en 2017, contre près de 50 000 en 2016 et 33 800 en 2015. Dont quelque 12 000 euros dépensés en loyer. «En 2014-2015 on avait décidé de louer un studio plutôt que de réserver une chambre d'hôtel. Ça revenait moins cher. Donc, on louait un studio à 1 000 euros, ce qui correspond aux frais, se défend un proche du secrétaire démissionnaire. Il faut distinguer les notes de frais de ceux qui sont en campagne des autres, ceux qui restent à leurs bureaux.»

De son côté, Jean-Claude Mailly, son prédécesseur, a présenté une facture de 34 000 euros en 2017, contre 32 000 pour l'année 2016 et 35 000 euros en 2015. Mais l'ancien secrétaire confédéral, en poste jusqu'en avril dernier, aurait surtout touché un salaire de 100 334 euros bruts pour l'ensemble de 2017, soit plus de 8 360 euros bruts par mois. Mailly a également bénéficié d'une copieuse prime de départ à la retraite de 22 792 euros. Quant aux autres dirigeants, ils ont été rémunérés jusqu'à 86 000 euros annuels, primes comprises. Les autres cadres de FO ont aussi fait gonfler la note : cinq d'entre eux ont, en 2017, perçu, hors primes, près de 63 000 euros de salaire brut annuel, soit environ 80 000 avec les primes.

«Ça illustre bien qu'il n'y avait aucune règle sur les notes de frais, constate une source proche de Pascal Pavageau.

Certains voyageaient avec Air France, alors que pour un trajet équivalent il y avait des compagnies moins chères. D'autres voyageaient systématiquement en première classe lorsqu'ils prenaient le train. Mais là où l'écart se creuse surtout, c'est sur les dépenses quotidiennes. Sur les restaurants,

par exemple, il y avait des abus. Quant aux salaires, ils étaient soumis à un accord valant convention collective. Et la règle sur l'ancienneté était très favorable à quelques salariés.» Cette même source assure que Pascal Pavageau, conscient de ces excès, avait prévu un «audit interne» des comptes, avant qu'il ne soit poussé à démissionner pour avoir constitué un fichier répertoriant les cadres du syndicat.

«Farfelu». Ce que le démissionnaire n'avait d'ailleurs pas manqué de rappeler dans sa lettre de démission, le 17 octobre. «C'est la première chose que vous avez cherché à m'imposer d'arrêter», écrivait-il, alors, laissant entendre que ce contrôle pouvait être source de craintes pour certains. Depuis, cet audit externe a été remplacé par un «état financier» réalisé en interne, sur décision du trésorier. Un changement qui n'a pas manqué d'alimenter de nombreuses rumeurs au siège de la Confédération, notamment sur la répartition des enveloppes financières entre les différentes fédérations et structures du syndicat.

«Ce n'est pas la réalité de la pratique», a réagi un membre de la direction interrogé par l'AFP à propos de ces notes de frais. «Il y a énormément de choses farfelues», a assuré un autre, avant de se refuser à tout commentaire. Il faut dire qu'après les révélations sur le «fichage» des cadres, cette nouvelle information - boule puante, dirons certains - tombe mal, à quelques jours des élections professionnelles pour les fonctionnaires. Or, «un des grands lieux d'implantation de FO, c'est la fonction publique», note Guy Groux, directeur de recherche associé au Cevipof. Avec des répercussions possibles dans les urnes ? «Sur place, les salariés ne confondent pas forcément leurs délégués syndicaux avec les têtes du syndicat. Il y a une logique de vote de proximité, on vote pour celui qui fait bien son boulot d'élu, observe le sociologue. Si FO peut conserver ses électeurs les plus fidèles, cela risque en revanche de neutraliser sa capacité à élargir son électorat.»

«Pour le syndicalisme c'est jamais bon qu'une organisation syndicale s'enfonce dans la crise avec un déballage comme celui auquel on assiste aujourd'hui», a commenté Laurent Berger, le numéro 1 de la CFDT. Tout en assurant que son syndicat a, de son côté, «des comptes certifiés», «mesurables», avec «des règles en termes de note de frais».

Même discours du côté de la ministre du Travail Muriel Pénicaud : «Il est important de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain et confondre tout le mouvement syndical avec quelques dérives éventuelles.» Libération 12 novembre 2018

Surtout quand ensuite l'Etat ou le patronat les recyclent, on comprend !

Ben voilà, vous voyez, j'ai raté ma vocation et je me retrouve avec une retraite de 430 euros ! Je déconne, je ne les envie pas, bien au contraire.